

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

Soutien aux travailleurs du nucléaire	P. 3
En bref	P. 5
Russie : incendies et risque nucléaire	P. 8
Actions et vie des groupes	P. 10
Des cyclistes vigilants devant l'OMS	P. 11
Un tour antinucléaire de la Baltique	P. 12
Voiture électrique : l'automobile	P. 13
Un Français lauréat du prix "Pour un futur sans nucléaire"	P. 15
BD : Village toxique	P. 16
Villes en transition	P. 18
De bonnes nouvelles	P. 21
Bilan des Rencontres d'été du Réseau	P. 23
Vie du Réseau	P. 25
Trombinoscope	P. 26
Loi Nome ou le partage de la dette nucléaire	P. 28
Trop d'éclairage nuit !	P. 29
Les mines d'uranium en Limousin sont toujours en activité !	P. 31
A lire	P. 33
Soutien d'artiste : Sanseverino	P. 35
La maison de Bure cherche des permanents	P. 36

Éditorial

Trop vite, trop grand, trop complexe : comment **sortir** de cette crise de société ?

Une des difficultés du combat pour sortir du nucléaire, c'est la multiplication des sources d'angoisse dans la société contemporaine. Günther Anders le disait déjà dans *La Menace nucléaire*, "nous avons du mal à identifier la menace nucléaire comme la menace principale", tant notre environnement nous apparaît menacé de toutes parts : réchauffement climatique, crise bancaire, pollution généralisée, disparition de certaines espèces cruciales pour le développement de la vie. Aujourd'hui cependant une formule paraît résumer cette angoisse multi-forme : la vie nous échappe. L'homme, ce prédateur absolu, par ses agressions continuelles, est en train de se mettre hors la loi de la vie même.

Philosophes et sociologues cherchent des raisons et proposent des analyses. *"L'homme contemporain remonte désespérément une pente qui s'écroule. Nous fonçons pour rester à la même place dans un présent qui fuit sans cesse"* (Hartmut Rosa, *Le Monde magazine*, 28 août 2010).

Tout va trop vite, tout devient trop grand, trop complexe, la faute à qui : à la fatalité ? au temps qui avale ses enfants ? à la consommation qui nous dévore quand nous croyons en jouir ? aux banques qui nous pillent et qui épuisent les richesses en nous faisant croire qu'elle les créent ?... Il semble qu'à la racine de tous ces maux, il y ait

une raison. Un virage qu'a pris notre société, il y a quelques millénaires, quelques siècles, quelques décennies, cela dépend de l'échelle que l'on choisit. L'homme s'est pris pour un demiurge et a cherché sans limites à rentrer au cœur de la matière, à la manipuler, à la maîtriser. Cette manipulation est à l'œuvre dans tous les domaines scientifiques de pointe : nanotechnologies, organismes génétiquement modifiés, biotechnologies — on cherche aujourd'hui à synthétiser le vivant, à créer une trans-humanité — et bien sûr, production d'énergie nucléaire : d'abord à fins militaires, puis aujourd'hui, nous dit-on, à des fins "pacifiques". Les fins "pacifiques" ont fait leurs preuves avec la catastrophe de Tchernobyl et les mensonges que la société "démocratique" nous a servis. Les récents incendies en Russie ont montré que rien n'était réglé et que rien n'est sous contrôle, pas même la bourse et les capitaux.

Face à cette épée de Damoclès, le pouvoir technocratique pronucléaire contre-attaque, comme en Allemagne, où, au mépris du danger, on prolonge des centrales vieillissantes en accroissant les risques. Tout cela au nom de la santé de l'économie : l'économie contre la planète, voilà le nouveau mot d'ordre du capitalisme libéral.

Aller plus vite, faire plus grand, avec toujours plus de complexité. Face à ces trois impasses, une seule solution : développer d'autres relations à la matière, d'autres sources d'énergie, d'autres attitudes face à la vie.

Sortir du nucléaire est une étape nécessaire sur ce chemin. C'est la première étape qui va nous permettre d'inverser la spirale mortifère et d'ouvrir à nouveau les yeux sur la vie. La vie qui est respect mutuel, respect des relations entre les différentes formes d'êtres, acceptation par l'homme de sa place dans la nature, pas en son centre mais en son sein.

Michel Boccara

Administrateur suppléant



© 3D-Art

Sous-traitance des salariés : une maltraitance qui nuit aussi à la sûreté nucléaire

Le 14 octobre 2010, les prud'hommes de Rouen rendront leur jugement dans l'affaire de Philippe Billard, travailleur du nucléaire employé par un sous-traitant d'EDF. Ce lanceur d'alerte a été déclaré "indésirable" en centrale nucléaire. Motif : il se bat pour la sécurité et la santé de ses collègues. Précarité, pression patronale, accidents du travail, maladies professionnelles mortelles, loi du silence, discrimination syndicale... C'est aussi ça, le nucléaire. Philippe Billard témoigne.

Je suis salarié de la sous-traitance du nucléaire depuis septembre 1985, et j'ai pris mon premier mandat syndical à la CGT en 1987. Sur le site nucléaire de Paluel en Seine-Maritime, EDF exposait déjà les sous-traitants aux travaux les plus pénibles. Les prémisses de la maltraitance, mais sans commune mesure avec ce qui se passe aujourd'hui, avec parfois six ou sept niveaux de sous-traitance. Je travaille maintenant pour un autre sous-traitant d'EDF, une boîte du groupe GDF-Suez qui s'appelle Endel. En 2001 je suis élu délégué du personnel et membre du Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail. La discrimination syndicale commence, avec le refus de payer mes primes pendant deux ans (environ 150 euros mensuels, ça fait beaucoup sur une petite paie). Que me reproche mon patron ? Lorsque je lui écris pour dénoncer nos conditions de travail inacceptables, je mets en copie l'inspection du travail, la médecine du travail, la direction d'EDF, les syndicats d'EDF, l'Autorité de Sûreté Nucléaire, l'Assurance Maladie... Il n'accepte pas que je dénonce la maltraitance que nous subissons : pour lui, ce qui se passe chez nous devrait être traité uniquement à l'intérieur.

Je suis ensuite devenu membre des CIESCT (Comité Inter-Entreprises Sécurité et Conditions de Travail) de Paluel et Penly. Je dépose alors régulièrement des droits d'alerte chez EDF, qui restent lettre morte. En 2006, je dépose un droit d'alerte qui va vraiment agacer EDF, car je dénonce la rupture d'une gaine de combustible sur la tranche 4 de Paluel : cette gaine est la première barrière de sûreté d'une installation nucléaire de base. Je dénonce l'exposition non-déclarée aux rayonnements alpha durant cet arrêt de tranche. Quelques semaines plus tard, je dépose un droit de retrait collectif : sur Paluel, deux salariés viennent d'être contaminés par la légionellose. Ils sont entre la vie et la mort. Un collègue soigné à Rouen, l'autre à l'hôpital de Dieppe : trop mal en point pour être transporté plus loin. Aujourd'hui, l'un d'eux ne travaille plus en centrale et il est en procès avec son entreprise. Mais l'autre a repris en centrale, sans procès. Son épouse et lui travaillent dans la même entreprise. Beaucoup de salariés sont en intérim, mais les autres sont aussi des précaires : un CDI dans le nucléaire ne dure que le temps d'un chantier. Quoiqu'il en soit, EDF me court derrière pour faire reprendre le travail à tout le monde : nous sommes



© Alain Correa

en arrêt de tranche avec un coût de 1 million d'euros par jour. La pression mise par les employeurs et EDF fera reprendre le travail.

Mes interventions devenant de plus en plus dérangeantes, en mai 2006 ma boîte cherche à me licencier. Cela arrive après une réunion des délégués du personnel où je dénonce des magouilles entre employeurs pour se séparer les marchés, dans le cadre de la nouvelle PGAC, la Prestation Globale Assistance Chantier. La justice nous donnera raison sur ces magouilles. Endel veut d'abord me forcer à partir travailler sur un autre site. Je refuse : le patron ne me paie plus. Je vais aux prud'hommes et je gagne. Je retrouve mon salaire, mais pas mon poste à la centrale de Paluel. Pendant 31 mois, je serai laissé à la maison sans travail, et donc sans primes : une perte de 700 euros chaque mois.

Endel veut toujours me licencier, contre l'avis du Comité d'Entreprise et de l'inspecteur du travail. En même temps, je retourne aux prud'hommes pour faire appliquer la décision de l'inspecteur du travail qui oblige mon patron à me remettre exactement dans les conditions initiales. Au terme d'une longue procédure, Endel me redonne un travail, mais dans un petit atelier de pétrochimie. Je ne suis pas formé pour ce poste, et je ne retrouve pas les primes que je touchais en centrale. J'exige depuis des mois du travail à la centrale de Paluel, le règlement de mes pertes de salaire, les dommages et intérêts, le paiement de la discrimination et du harcèlement, l'atteinte à mes enfants. Endel me

Philippe Billard lors de son passage devant les prud'hommes en juin dernier



DR

Un ouvrier du nucléaire en tenue de protection contre les radiations. Son visage est masqué pour préserver son anonymat.

confirme qu'EDF ne veut plus de moi sur ses centrales. Je comprends qu'Endel souhaite que je sorte de l'entreprise, sans le dire réellement. Devant cette volonté de m'écarter, devant ces décisions de justice non appliquées, les prud'hommes ont à nouveau été saisis de mon dossier, qui devient aussi celui de la représentativité des salariés de la sous-traitance dans le nucléaire. Le jugement d'octobre 2010 n'est qu'une étape de notre combat collectif. On continue.

Sophie Morel, qui a représenté le Réseau "Sortir du nucléaire" lors du passage de Philippe Billard aux prud'hommes, nous explique pourquoi les antinucléaires soutiennent les sous-traitants des centrales.

Pour préserver son image de marque, EDF réserve les tâches les plus dangereuses à des entreprises sous-traitantes, comme Endel. Et les sous-traitants peuvent eux-mêmes sous-traiter à d'autres sociétés une partie du travail confié par EDF. Chaque année, plus de 25 000 sous-traitants travaillent sous rayonnements. Ils encaissent plus de 80 % des

doses d'irradiation. Ce système évite un scandale sanitaire : seuls les employés d'EDF sont comptabilisés dans les études épidémiologiques. Les collègues de Philippe Billard sont parmi les premières victimes du nucléaire, et EDF les force à sacrifier leur santé pour notre sécurité. En plus, le parc nucléaire français vieillit. On voit en particulier à Fessenheim qu'EDF demande la prolongation de ses installations. Les accidents actuels sont plus ou moins occultés ; demain ils seront encore plus nombreux, avec des réacteurs plus souvent arrêtés, contrôlés plus fréquemment, beaucoup de pièces à changer, davantage de risques... et tout cela repose sur des salariés comme Philippe Billard, sous-payés, exploités, irradiés, qui travaillent dans des conditions effroyables du fait de cette logique de réduction des coûts. Ces économies faites sur la sécurité mettent en danger les travailleurs et la population. Pour ces salariés, il existe des gisements d'emplois importants en dehors du nucléaire. Avec l'argent prévu pour construire l'EPR, on pourrait créer beaucoup plus d'emplois dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, par exemple l'isolation des bâtiments. Ce sont des emplois non délocalisables, et beaucoup moins dangereux. Pour moi, il faudrait développer un grand service public de l'énergie, qui ne s'occupe pas seulement de la production mais trouve des solutions propres à chaque région. Mais ni les politiques, ni les industriels ne veulent en entendre parler.



Sophie Morel, ancienne administratrice du Réseau

Pour en savoir plus :

- ◆ D'autres articles sur le combat des sous-traitants et des vidéos de Philippe Billard sont consultables sur notre site : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/blogs/sante-et-sous-traitance>
- ◆ Daniel, sous-traitant venu témoigner aux dernières Rencontres d'été du Réseau, anime un blog sur les conditions de travail de ses collègues : <http://mazonecontrolee.wordpress.com>
- ◆ L'association "Santé / sous-traitance" a été créée par Philippe et ses collègues pour préserver leur santé et aider les salariés déjà malades. Contact : philippe.billard@yahoo.fr

à lire, à voir

◆ DVD "*R.A.S – Nucléaire, rien à signaler*". Les ouvriers du nucléaire sortent de l'ombre dans ce documentaire de Alain de Halleux. 58 mn, 2009. 23,50 € port compris.

◆ Livre *La Centrale*. Derrière les grilles et l'enceinte en béton du bâtiment réacteur, le point P à atteindre, rendu inaccessible pour des raisons de sécurité, dans la pratique un contrat de travail suffit. Ce contrat, Loïc l'a décroché par l'ANPE de Lorient, et je n'ai pas tardé à suivre. Roman d'Elisabeth Filhol, 2010, 144 pages. 18 € port compris.

A commander au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>



Vite, des infos !

La DST convoque trois salariés du Réseau

Le 16 juin 2010, la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) a convoqué au ministère de l'Intérieur trois salariés du Réseau "Sortir du nucléaire" : Philippe, le directeur, et Sabine et Myriam les deux webmestres. Le motif de cette convocation leur a été précisé par téléphone : depuis 2003, le Réseau "Sortir du nucléaire" met à disposition en ligne des documents "confidentiel défense" qui révèlent que le futur réacteur EPR ne résisterait pas au crash d'un avion de ligne.

Quel nouvel élément la DST (aujourd'hui dénommée officiellement DCRI) cherche-t-elle à obtenir ? Les défauts de sûreté de l'EPR et ses surcoûts sont de notoriété publique. La révélation des informations "confidentiel défense" par le Réseau "Sortir du nucléaire" a déjà donné lieu à une procédure judiciaire ; elle a été classée sans suite en juin 2009. C'est en toute légitimité que Philippe, Sabine et Myriam ont décidé de ne pas se rendre à cette convocation arbitraire. Depuis le mois de juin, ils savent qu'ils peuvent être arrêtés à tout moment et emmenés par la force. Mais il n'est pas question de céder devant les mesures d'intimidation de l'État, qui tente à nouveau de déstabiliser le mouvement antinucléaire en faisant pression sur des salariés militants. L'État nous doit la transparence et non le "secret défense" sur tout ce qui concerne le nucléaire !

Si ces arrestations devaient avoir lieu, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle tous les antinucléaires, et toutes les personnes attachées au respect des libertés fondamentales, à manifester leur solidarité et leur indignation.



Nucléaire français : ça sent le Roussely...

Roussely a rendu sa copie au gouvernement, qui avait commandé un rapport sur le nucléaire à l'ancien patron d'EDF. Le rapport complet est classé secret défense mais une synthèse a été rendue publique le 27 juillet.

Seul point "positif", le document reconnaît l'échec patent d'Areva et EDF sur les chantiers des réacteurs EPR. Selon Roussely, la déroute de l'EPR est telle que *"c'est la crédibilité, et donc l'existence même"* de l'industrie nucléaire française qui est en jeu. Estimant que *"la filière nucléaire doit atteindre une compétitivité attractive pour l'investissement privé"*, Roussely reconnaît que le nucléaire n'a jusqu'ici jamais été compétitif ni efficace, économiquement parlant.

Mais le rapport Roussely préconise des solutions scandaleuses pour sauver une industrie nucléaire aux abois. Il appelle notamment à *"associer au mieux exigences de sûreté et contraintes économiques"*. En d'autres mots, il appelle à faire des économies au détriment de la sûreté. Il propose également de *"poursuivre une action politique résolue pour obtenir que tous les financements multilatéraux destinés aux énergies renouvelables soient aussi ouverts au nucléaire"* et donc de détourner des financements destinés aux énergies renouvelables !

Enfin, il convie l'Etat à museler l'Autorité de Sûreté Nucléaire dont les critiques, bien que très timides, sont encore trop gênantes pour Areva et EDF : *"il convient d'éviter que des événements de portée très limitée [les incidents dont l'ASN rend compte] conduisent à jeter une suspicion injustifiée sur l'ensemble"* de la technologie nucléaire ; *"il convient que l'Etat définisse un modus vivendi équilibré avec l'ASN, c'est-à-dire réaffirme le rôle régalien qu'il ne devrait pas abandonner à une autorité indépendante."*

L'analyse complète du rapport Roussely par le Réseau "Sortir du nucléaire" est consultable sur : www.sortirdunucleaire.org/dossiers/Rapport-Roussely.html



ITER explose son budget

Le projet ITER n'en finit pas de voir son coût flamber. La construction de ce réacteur de recherche sur la fusion nucléaire, prévue à Cadarache (Bouches-du-Rhône), devait initialement coûter 1,5 puis 3, puis 5 milliards d'euros (juin 2009). Le budget prévisionnel officiel est passé à 9 milliards en mai 2010 puis à 16 milliards en août !

Le physicien Georges Charpak et deux de ses collègues ont publié dans Libération le 10 août une tribune intitulée : "Arrêtons ITER, ce réacteur hors de prix et inutilisable". Ils s'inquiètent du poids énorme que cette augmentation va porter sur les budgets de la recherche scientifique européenne et estiment que "de nombreuses recherches autrement plus importantes sont ainsi menacées". Ils précisent qu'il est encore largement temps d'arrêter ce projet : même si de nombreux frais ont déjà été engagés, "la construction n'est pas commencée, seul le terrain est aménagé".

Là s'arrête malheureusement leur convergence de vue avec le Réseau "Sortir du nucléaire", puisqu'ils recommandent de concentrer l'effort de recherche sur les centrales nucléaires de type Superphénix !...

A lire : *ITER, un soleil artificiel à portée de main ?* pour comprendre pourquoi ITER ne produira jamais d'électricité et ne répond à aucun des enjeux énergétiques actuels.

ITER, journal grand public 12 pages.
A consulter gratuitement sur :
sortirdunucleaire.org/lesdossiers
ou à commander au prix de 2 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>



EPR : toujours plus de retard

EDF a confirmé en juillet un retard de deux ans dans la construction du réacteur nucléaire EPR de Flamanville. L'entrée en service commercial de ce réacteur n'aura pas lieu avant 2014. Ce retard s'accompagne d'un surcoût d'au moins 2 milliards d'euros. L'EPR français coûtera donc au bas mot 5 milliards, au lieu des 3,3 milliards annoncés initialement. Par ailleurs, l'EPR en construction en Finlande accuse plus de 44 mois de retard pour un



surcoût de 3 milliards, soit un doublement du coût prévu au départ. Au total, ce sont donc déjà 5 milliards d'euros de surcoût qui seront à la charge des contribuables français.

Blocage du chantier de l'EPR finlandais

Le 28 août dernier, plus d'une centaine de manifestants finlandais et européens ont bloqué la route menant au chantier du réacteur EPR en construction sur le site d'Olkiluoto, en Finlande. Beau succès pour cette action soutenue par 42 organisations de partout en Europe !

L'EPR d'Olkiluoto affiche déjà un retard de trois ans sur son programme de construction, et dépasse de 2,7 milliards d'euros les budgets prévus.

Areva notée à la baisse !

Il n'y a pas que les Etats comme la Grèce qui voient leurs "notes" baisser. Le 28 juin 2010, l'agence de notation Standard & Poor's a déclassé la société Areva de A à BBB+. Elle estime que l'entreprise est "déprimée" pour les deux prochaines années à cause des surcoûts du chantier de l'EPR finlandais (déjà 2,7 milliards).

Grignan-Les Adhémar : Les vins du Tricastin changent de nom

Pour protéger leur AOC des fuites de la centrale nucléaire voisine, les vignerons des "Coteaux du Tricastin" changent de nom. Le 9 juin 2010, l'Institut national des appellations d'origine (Inao) les a autorisé à rebaptiser leur appellation "Grignan-Les Adhémar". Les viticulteurs du Tricastin s'estimaient handicapés par la notoriété du complexe nucléaire implanté dans trois communes voisines, et cherchaient à s'en démarquer depuis des années. Depuis la série d'incidents sur ce site, à l'été 2008, l'appellation aurait perdu 40 % de son volume en deux ans, ce qui a précipité la décision.

Des médecins et des représentants de peuples indigènes appellent à l'interdiction des mines d'uranium

Lors de son congrès mondial fin août à Bâle, l'association IPPNW (Association Mondiale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire) a adopté une résolution appelant à l'interdiction de l'extraction de l'uranium. Les mines d'uranium et tout le processus de transformation du minerai y sont décrits comme une menace pour l'environnement et la santé, causant de graves atteintes aux droits de l'homme.

L'adoption de cette déclaration fait suite à la conférence "Territoires sacrés, peuples empoisonnés", qui a réuni des militants et des représentants de peuples indigènes du monde entier. Au Niger, en Australie, en Inde ou en Amérique du Nord, le constat est le même et les témoignages se ressemblent : les compagnies minières s'installent sur les territoires des peuples autochtones (Touaregs, Sioux, Aborigènes...), dévastant leurs terres, contaminant irrémédiablement leurs eaux et bafouant leurs droits. Les maladies liées aux radiations se multiplient, mais ne font pas l'objet d'une reconnaissance officielle.

Suite à cette conférence, les représentants des peuples menacés sont bien décidés à s'unir pour faire entendre leur voix et favoriser une prise de conscience mondiale.

Plus d'informations sur la conférence : <http://ipnw2010.org>



Allemagne : En novembre 2010, ils arrêteront le Castor. Et vous ?

Dans la première quinzaine de novembre 2010, un transport "Castor" de déchets vitrifiés hautement radioactifs partira de La Hague pour arriver à Gorleben, dans le Nord de l'Allemagne. Trajet probable : traversée de la Normandie, de la Picardie, un petit détour par le Nord-Pas de Calais, puis les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace. Ensuite, le train traversera l'Allemagne du Sud vers le Nord, pour arriver dans la région du Wendland.

Pour les Allemands, ce transport sera l'occasion ou jamais d'envoyer un signal fort pour refuser la politique nucléaire des industriels et d'Angela Merkel. Le gouvernement allemand ayant accepté de prolonger la durée de vie de chaque centrale de

huit à quatorze ans, la contestation gagne du terrain comme jamais auparavant. C'est le moment d'instaurer un réel rapport de force, pour empêcher la mise en œuvre de cette décision et exiger une véritable sortie du nucléaire.

Les organisations .ausgestrahlt ("Irradiés") et X-Tausendmalquer ("Barrons-leur mille fois la route !") appellent à une grande action de blocage du convoi Castor, par un *sit-in* non-violent sur les rails. Plusieurs milliers de personnes sont déjà attendues, promettant une mobilisation exceptionnelle. Des sessions de préparation pour cette action de désobéissance civile sont déjà prévues.

Une participation internationale est bien sûr la bienvenue. Pour les personnes intéressées qui ne peuvent se rendre en Allemagne ni bloquer les trains en France, il est également possible d'apporter son soutien aux actions.

Plus d'informations (en allemand) sur www.x-tausendmalquer.de (choisir la rubrique "Castor 2010").

Pour toute demande en français, contacter transports@sortirdunucleaire.fr

La ligne THT "Cotentin-Maine" déclarée d'utilité publique au mépris de la santé des riverains

Le Journal Officiel a publié le 27 juin 2010 la déclaration d'utilité publique de la ligne très haute tension (THT) "Cotentin-Maine". Ce réseau électrique 400 000 volts doit traverser 64 communes sur 163 km. Il est prévu pour acheminer l'électricité produite par l'EPR en cours de construction à Flamanville (Manche).

Cette décision a été prise par le gouvernement sans avoir réalisé d'étude épidémiologique pour évaluer les effets sanitaires des champs électromagnétiques des lignes à très haute tension. Plusieurs conseils généraux et régionaux soutiennent pourtant la mise en place d'une telle étude, se proposant même de la financer en partie. De nombreux habitants, élus et associations en demandent toujours la réalisation. Plusieurs communes concernées ont pris des arrêtés interdisant les travaux tant que les résultats de l'étude épidémiologique ne seront pas connus et le décret va être attaqué devant le Conseil d'Etat par les associations.



Pour en savoir plus :

- ◆ L'enquête du Criirem "Vivre avec une ligne THT ?" (2009) qui montre que les conditions de vie des riverains des lignes THT sont significativement détériorées : www.sortirdunucleaire.org/dossiers/THT.html
- ◆ Coordination interrégionale Stop-THT, EPR nucléaire, ligne THT Contentin-Maine, non ! www.stop-tht.org
Coordination interrégionale Stop-THT, Mairie, 50640 BUAIS

Incendies en Russie : sueurs froides pour un été très chaud...

Été 2010. La Russie suffoque sous une vague de chaleur sans précédent. Dans cet autre royaume de l'atome, qui tente d'étouffer le souvenir de deux accidents majeurs, les incendies et la sécheresse accroissent dangereusement les risques nucléaires. Face au déni des autorités, les associations locales tirent la sonnette d'alarme.

Cet été, la Russie, pourtant si proche du cercle polaire arctique, s'est retrouvée victime de sécheresses et incendies exceptionnels. Des installations nucléaires aux zones contaminées, le pays a fourni la preuve inquiétante que changement climatique et nucléaire ne font pas bon ménage. Mais pour les autorités russes, "tout est sous contrôle"...

Quelles menaces pour les installations nucléaires ?

En Russie, traditionnellement, les centrales nucléaires sont construites en milieu forestier. Elles sont d'autant plus vulnérables à des incendies de grande ampleur, difficiles à maîtriser quand ils touchent des zones peu accessibles et un milieu propice à la propagation des feux comme les tourbières, qui se consomment en profondeur et sur une longue durée.



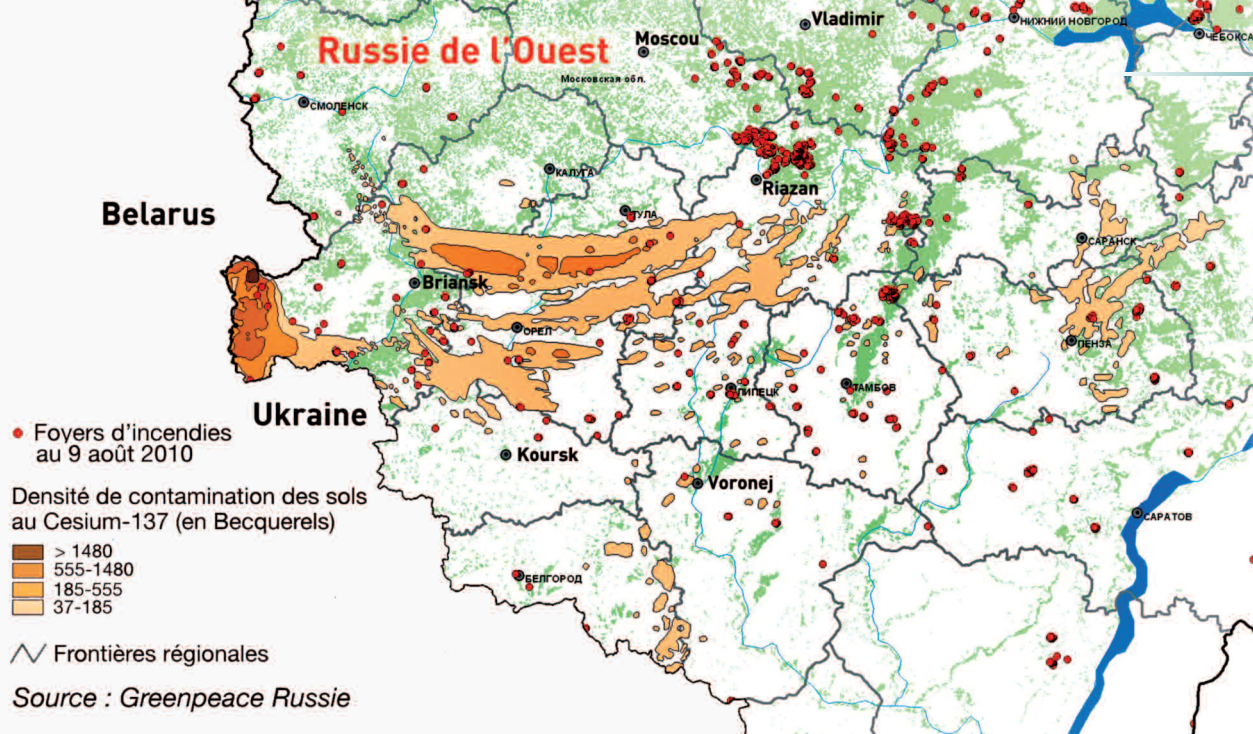
Parmi les centaines de foyers qui se sont déclarés dans l'Ouest et le centre du pays, certains se sont dangereusement approchés de plusieurs sites nucléaires, et notamment du centre de recherche militaire de Sarov. Grâce à d'importants moyens, le feu a pu être maîtrisé, mais les conséquences auraient pu être fatales. Les matériaux explosifs entreposés sur le site avaient pu être évacués, selon les autorités ; mais comment déplacer et sécuriser l'ensemble de la chaîne de production nucléaire (déchets, citernes) ?

Toutefois, le danger ne se restreint pas au risque de combustion de matériaux radioactifs. La fragilisation des équipements électroniques sous l'effet de la chaleur peut avoir des conséquences catastrophiques. Des atteintes aux lignes haute tension, qui traversent les zones forestières, peuvent aussi priver le réacteur d'alimentation électrique, menaçant ses fonctions vitales telles que le système de refroidissement, les dispositifs de sécurité... La catastrophe a été évitée, mais pour les écologistes russes, la menace était clairement sous-estimée.

Incendies dans les territoires contaminés : la gestion des catastrophes à la mode russe

En tout, plus de dix millions d'hectares de forêts et de tourbières sont partis en fumée... dont 4000 hectares situés dans les régions contaminées par les accidents nucléaires de Tchernobyl et de Mayak. Or, plusieurs décennies après ces deux catastrophes, une grande partie des radionucléides est toujours présente dans les sols, et la radioactivité n'a décliné que partiellement (la période de demi-vie du Césium 137, pour ne citer que cet élément, est de trente ans). La combustion des forêts contaminées a ainsi eu pour effet de libérer dans l'atmosphère la radioactivité stockée dans les tourbières et la végétation, les fumées étant dispersées au gré des vents.

Ce risque de réactualisation de la catastrophe est identifié depuis des années, mais la réaction des autorités russes, combinant inaction et déni, rappelle de tristes souvenirs. "C'est complètement fou qu'aucune autorité n'ait vraiment prévenu les personnes vivant dans ces régions des problèmes de redistribution de la radioactivité", déclare Vladimir Sliviak, co-président de l'association Ecodefense. L'ONG tire la sonnette d'alarme, traçant un parallèle avec l'inaction et le déni qui avaient suivi la catastrophe de Tchernobyl. Pour le gouvernement fédéral, tout est sous contrôle. Le militant et chercheur Alexei Yablokov s'insurge : "Pour préserver la santé des générations présentes et futures, ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des paroles lénifiantes de Sergueï Shoigu [ministre des Situations d'Urgence], mais de rapports quotidiens sur les niveaux de radioactivité pour toutes les régions administratives qui ont été couvertes par la fumée, et au-delà". Quasiment aucune mesure régulière des taux de radioactivité n'a en effet été réalisée dans les territoires contaminés...



Pour les autorités, la seule façon de gérer le problème semble bien être de faire disparaître les informations. Après quelques semaines de relative transparence, les données sur les feux dans les zones contaminées sont soudainement retirées du site web de l'Office Fédéral des Forêts, et le ministre des Situations d'Urgence annonce qu'il va "s'occuper" de ceux qui propagent des "rumeurs" sur les incendies ! Les associations environnementales montent au créneau. Pour couper court à la contestation, leurs représentants sont invités à une visite dans la région de Briansk, contaminée par les retombées de Tchernobyl. Sur place, les représentants du ministère effectuent ostensiblement des mesures. Etrangement, ils trouveront des données trois fois inférieures à celles des écologistes, et omettront soigneusement de prendre en compte les rayonnements alpha...

Mayak ou la catastrophe sans fin

Dans la région de Cheliabinsk, gravement contaminée par l'accident de Mayak et par des années de pollution régulière (voir encadré), les incendies n'ont pas été la seule préoccupation. "Ici, le problème, ce sont les déversements de radioactivité dans les rivières et les lacs. Celle-ci se dépose dans les sédiments, et quand la sécheresse survient, les rives sont exposées à l'air libre", explique Niels Boehmer, de la fondation Bellona. "Les particules radioactives auparavant protégées par l'eau ou enfouies dans la boue affleurent à la surface. En cas d'incendie, elles se propageront dans l'air".

Là encore, les autorités restent inactives. Natalia Mironova, du Mouvement pour la Sûreté Nucléaire, a interpellé le gouverneur de la région pour lui demander de fournir suffisamment d'informations aux populations pour qu'elles puissent prendre elles-mêmes les mesures pour assurer leur propre sécurité. "Il y a un risque réel que se reproduise le même scénario qu'en 1967, quand les rives du lac Karachay, hautement contaminé, se sont retrouvé

asséchés et que des tourbillons de vent ont dispersé des poussières radioactives sur une partie considérable de la région de Cheliabinsk et des alentours", rappelle-t-elle. "Cela a mené à l'évacuation d'une douzaine de zones fortement peuplées qui ont ainsi été contaminées."

La région de Cheliabinsk dans l'Oural, où se trouve le complexe nucléaire de Mayak, est considérée comme l'un des endroits les plus contaminés au monde. Mis en service en 1947, le site de Mayak servait à la fabrication de plutonium à destination militaire, déversant déchets et effluents radioactifs dans le cours d'eau voisin, la rivière Tetcha (affluent de l'Ob, un des plus grands fleuves russes). En 1957, un conteneur de déchets explose, provoquant un accident d'une gravité comparable à celle de Tchernobyl et disséminant des particules radioactives sur une surface de 23 000 km². Ces faits n'ont été connus qu'en 1976. Le site de Mayak, reconverti en usine de "retraitement" de combustible, est toujours en activité, et déverse toujours des déchets hautement radioactifs directement dans le lac Karachay.

Et la suite ?

La vague de chaleur passée, les interrogations restent. Effectuera-t-on enfin des mesures de la radioactivité pour identifier si celle-ci s'est redistribuée ? Qu'advient-il des populations des régions touchées par les fumées radioactives ? Les pompiers qui ont combattu les flammes bénéficieront-ils d'un statut de liquidateur et d'un suivi médical adéquat ?

Impossible de le savoir pour l'instant. Espérons que le scénario de déni qui a suivi la catastrophe de Tchernobyl ne se reproduira pas...

Les citations sont extraites d'articles disponibles sur www.bellona.org et www.georgiandaily.com

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail au coordinateur des groupes et actions : **Jocelyn Peyret - Courriel : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr**
Téléphone : 03 89 41 80 95



Fontaine colorée à Toulouse pour symboliser la banalisation des pollutions nucléaires

12 juin : action contre la banalisation des pollutions nucléaires

Le 12 juin dernier, plusieurs actions ont été organisées à travers la France pour refuser la banalisation des pollutions nucléaires. Ces actions ont été organisées suite à un discret amendement déposé par le gouvernement. Ce décret permet de supprimer la procédure d'enquête publique pour les augmentations significatives de prélèvements d'eau et de rejets radioactifs et chimiques dans l'environnement ! Les actions de terrain ont consisté à colorer l'eau des fontaines pour symboliser la pollution radioactive et à y faire flotter des faux "poissons morts". Une cyberaction a également obtenu la signature de 21 000 personnes.

- Marnais, qui attendent toujours un référendum sur la question de Bure,
- ◆ l'inutilité du pseudo-débat public prévu en 2013 sur la question car il sera trop tard,
 - ◆ le manque de transparence des travaux de l'Andra ayant conduit à la désignation de cette zone,
 - ◆ l'opacité qui entoure le projet : outre le site de stockage souterrain, des zones de stockage temporaire en surface sont prévues, mais aucune information précise n'est disponible,
 - ◆ les dangers de l'enfouissement qui sera irréversible et définitif, contrairement aux affirmations officielles de pseudo "réversibilité du stockage".

Déchets nucléaires, surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

www.burestop.org



Action-jeûne à Paris en souvenir d'Hiroshima

Taverny : jeûne d'interpellation et d'actions face à l'arme nucléaire

Du 6 au 9 août 2010 (dates des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki), un jeûne d'interpellation et d'actions a été organisé par la Maison de Vigilance de Taverny, devant le Mur pour la Paix (place Joffre à Paris).

Cette action, qui se tient depuis plusieurs années à Taverny, demande l'abolition des armes nucléaires avant 2020, le respect du Traité de Non Prolifération et le soutien de la France à une Convention d'élimination des armes nucléaires.

Photos et compte rendu sur le site : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/1785>

Maison de Vigilance, 134 route de Béthemont 95150 Taverny - Tél : 01 45 98 85 25

Manifestation contre le réacteur EPR de Penly

Dimanche 20 juin après-midi, plusieurs centaines de militants ont défilé dans les rues de Dieppe. Ils s'opposent toujours à la construction d'un réacteur nucléaire nouvelle génération, dit EPR, à la centrale de Penly. Face à un "débat public où EDF ne répond pas aux questions posées", le collectif "Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs" demande un moratoire.

Déchets au Bugey : sept associations attaquent le décret devant le Conseil d'Etat

Le 28 juin, sept associations ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret autorisant EDF à créer une installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés sur la commune de Saint-Vulbas (Ain), près de la centrale nucléaire du Bugey.

L'installation a pour but de conditionner et d'entreposer "provisoirement" pendant cinquante ans (selon EDF) des déchets radioactifs de grande dangerosité venant de toute la France : déchets issus du démantèlement des centrales nucléaires de première génération et du surgénérateur Superphenix et déchets de même nature issus des centrales en exploitation.

Les associations dénoncent cette décision alors que le démantèlement est mis en œuvre sans débat national préalable et sans étude comparative des avantages et inconvénients des différentes options.

Contact : CRILAN, 10 route d'Etang Val, 50340 Les Pieux - Tel : 02 33 52 45 59

Blocage de deux camions de reconnaissance sismique

Samedi 12 juin 2010, des citoyens et élus opposants à l'enfouissement des déchets nucléaires, venant de Meuse et des Vosges, ont bloqué deux des camions de reconnaissance sismique. Dans le cadre d'une campagne de l'Andra, des mesures sont réalisées tous les 120 mètres, sur les 37 km² de la zone désignée par le gouvernement début 2010.

Cette action dénonce :

- ◆ la non-information des habitants des quatre villages (Bure, Mandres, Ribeaucourt, Bonnet) désignés par le gouvernement en janvier 2010 pour la poubelle atomique souterraine,
- ◆ la non-consultation des 45 000 Meusiens et Haut-



A Genève à vélo pour l'indépendance de l'OMS

Depuis trois ans et demi, les vigies du Collectif "Pour l'indépendance de l'OMS" se relaient à Genève. Par leur présence devant le siège de l'Organisation mondiale de la santé, ils dénoncent la collusion entre cet organisme et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Cette complicité conduit l'OMS au mensonge et à l'inaction face aux conséquences sanitaires de la contamination radioactive due à l'industrie nucléaire. Cet été, quatre volontaires français sont venus... à vélo ! Mille occasions de faire connaître leur engagement tout au long du trajet pour expliquer leur démarche.

Dominique et Henri : Nantes-Genève à vélo en solo

En juillet, Henri a pédalé de Nantes à Genève pour participer à la vigie pendant deux jours, pour la 3^e fois. Quelques jours plus tard, c'était au tour de Dominique de rallier Nantes-Genève à vélo, pour assurer la 17^{ème} semaine de vigie. Il témoigne :

"J'attendais la retraite pour participer à la vigie. Henri m'a motivé pour je le fasse en vélo ! J'ai pédalé neuf jours aller, autant pour le retour. Souvent, dans les campings, les gens me demandaient le but de mon voyage. Suite à mes explications, des jeunes m'ont même dit : "On vous écoute bien mieux que notre professeur" !

Pour moi, le nucléaire est vraiment un problème majeur. Notre vie dans l'espace-temps est conditionnée par une matière qui a trouvé un équilibre au fil des siècles. Détruire cet équilibre en redonnant de la radioactivité à la matière c'est un suicide. Aujourd'hui, les habitants du district de Tchernobyl sont enfermés comme dans un camp de concentration et on les laisse mourir par milliers sous le feu de la radioactivité. Ça nous concerne au premier plan, car nous sommes le pays le mieux placé pour que la même chose nous arrive...

La vigie, ce n'est pas compliqué, c'est une simple présence, sans prise de parole. J'aime bien laisser divaguer mes pensées devant le défilé des bagnoles. On est bien accepté par la population locale, avec parfois un geste d'encouragement, quelques conversations. J'étais hébergé chez Caroline et Gustavo, deux volontaires parmi bien d'autres qui assurent l'hébergement de vigilants. Ils m'ont fait un accueil très chaleureux, et des petits plats avec un assaisonnement parfois chilien. Un grand merci à eux...

Je reviendrai, bien sûr. Peut-être en train si c'est l'hiver. Ou en vélo, à plusieurs pourquoi pas. On pourrait faire des haltes d'informations. Car ce qui compte, ce n'est pas tant de faire la vigie que d'informer les gens. Je dois dire que ma femme, avec nos amis, a fait un important travail d'information pendant mon absence. Et à mon retour, tout un comité d'accueil était là avec un journaliste pour que l'événement soit connu et surtout que l'information soit divulguée."

Alice et Cédric, devant l'OMS après un tour du monde en vélo couché

"De retour après deux ans de tour du monde, nous parcourons encore la Suisse, la France et l'Espagne en vélo couché avant de revenir chez nous dans le Berry. À Genève, nous sommes restés devant l'OMS du 11 au 13 août. Cette action nous a beaucoup marqués. Pour des gens qui travaillent dans l'objectif d'améliorer la santé de tous les hommes sur terre, beaucoup de ces grands fonctionnaires ont l'air vraiment de s'en foutre, du moment qu'ils jouissent de leurs gros salaires. Pendant la vigie, nous avons plié quelques petites grues de papier. Nous avons appris à réaliser ces oiseaux au Japon. Une petite fille, Sadako, morte d'une leucémie après Hiroshima, pensait que si elle pouvait réaliser mille grues de papier, elle guérirait. Elle en a plié 644. Elle est morte à douze ans."

Découvrez le portrait de planète d'Alice et Cédric sur : <http://everyoneweb.fr/portraitdeplanete>



Henri a fait halte à Lyon au local du Réseau "Sortir du nucléaire"

Le Collectif "Pour l'indépendance de l'OMS" a besoin de volontaires, quel que soit leur moyen de transport !

Inscrivez-vous pour quelques heures ou plusieurs jours : Paul Roullaud.

Tel : 02 40 87 60 47.

Mail : paul.roullaud@free.fr

Plus d'infos sur www.independantwho.info



Dominique a participé à la 17^{ème} semaine de vigie devant l'OMS.

Le tour antinucléaire de la Baltique

Deux mois pour faire le tour de la Baltique et informer les riverains de la mer la plus radioactive au monde : une aventure exceptionnelle qui a réuni les militants antinucléaires de plus de dix pays.



Manifestation à Helsinki contre la décision de relance du nucléaire en Finlande

La Baltique est la mer la plus radioactive du monde. Mais la plupart des habitants de cette région du monde l'ignorent. C'est pour les informer sur ce problème et les rendre plus conscients des menaces liées au nucléaire que le Tour antinucléaire de la Baltique s'est déroulé pendant l'été 2010. Organisé dans le cadre du programme "Les jeunes en action", il a réuni plusieurs organisations des pays voisins de la Baltique.

Le Tour est parti des Iles Åland, en Finlande, le 22 juin. Destination : Helsinki, St Peterbourg (Russie), Riga (Lettonie), Belarus, Vilnius (Lituanie), le lac Żarnowiec (Pologne), Greifswald (Allemagne), Copenhague (Danemark), Stockholm (Suède), pour retourner en Finlande le 21 août.

A chaque étape nous organisons un rassemblement du réseau antinucléaire régional, une action de rue et un événement public. Le Tour a rassemblé des activistes et des participants de nombreux pays, de tous les âges et toutes les cultures. Cela a également permis à des militants d'Europe de l'Ouest et de l'Est de travailler ensemble.

Les actions ont varié selon les étapes. Par exemple, à St Petersburg, nous avons distribué des tracts. A Helsinki nous avons tenu une tente d'information au centre ville. A Riga, outre un spectacle de théâtre de rue, nous avons pu organiser un événement public dans la salle de conférence du ministère de l'Environnement.

Certaines étapes coïncidaient avec des dates importantes. Par exemple, nous sommes arrivés à Helsinki le 1er juillet, le jour où le Parlement finlandais devait voter le plan du gouvernement de relance du nucléaire. Les participants du Tour se sont joints aux manifestations locales, car une telle décision ne concerne pas seulement la Finlande mais tous les pays voisins. Il était possible d'entrer à l'intérieur du Parlement et d'assister au vote. Plusieurs activistes se sont fait mettre dehors après avoir lancé des confettis.

A l'extérieur, enfants et jeunes parents, étudiants, seniors et militants confirmés, toutes les

couches de la population étaient là et brandissaient des pancartes pour un futur sans nucléaire.

La Mort Nucléaire aussi était là. Parcourant la foule, elle faisait campagne pour le "oui au nucléaire". Greenpeace Finlande avait apporté une pierre tombale, pour inscrire les noms des députés qui voteraient pour le plan de relance. Hélas, les députés Finlandais ont donné leur aval à la construction de deux nouveaux réacteurs et à l'extension du centre de stockage des déchets de Onkalo, privant la Finlande d'un avenir sans nucléaire...

L'étape au Belarus a été un succès. Dans ce pays, bien qu'il ait été le plus affecté par l'accident de Tchernobyl, le gouvernement a décidé de construire un nouveau réacteur nucléaire à Astravie, malgré les protestations populaires. La construction a démarré en 2009 et devrait s'achever en 2011. Les participants du Tour se sont rendus à une conférence de presse au centre d'information local. Ils ont pu démontrer que de nombreuses informations officielles étaient fausses ou imprécises, et ont rétabli la vérité.

Il est très important pour les Biélorusses de sentir qu'ils ne sont pas seuls et que de nombreuses personnes soutiennent leur mouvement antinucléaire. En effet, dans ce pays, les militants sont victimes de répression et les citoyens ont le plus grand mal à croire que leur opinion pourra changer quelque chose...

Aujourd'hui, la phase d'action du Tour de la Baltique est terminée. Mais son volet d'information continue. Une brochure notamment va être publiée à l'automne qui présentera les actions de cet été.

Le Tour antinucléaire de la Baltique a été un beau challenge. Il a révélé que les habitants de cette zone se soucient de leur environnement, de leur futur, du futur de leurs enfants et petits-enfants, et même du futur de personnes qu'ils ne connaissent pas personnellement. Comme le disait l'un des slogans du Tour "La radioactivité de la Mer Baltique concerne tout le monde..."

Kristine Ceirane

Traduction : Nadège Morel



Pour en savoir plus :

Le site internet du Tour Antinucléaire de la Baltique
www.greenkids.de/europas-ato-merbe/index.php/Action:Infotour_Around_The_Baltic_Sea

La voiture électrique... l'automobile !

A chaque Mondial de l'automobile, la voiture électrique bénéficie d'une médiatisation excessive au regard de son véritable intérêt écologique. Doté d'un bilan carbone plus que médiocre, ce véhicule sert surtout à verdir l'image de certains constructeurs tout en entretenant l'illusion d'une mobilité durable. Et tend à cautionner, à l'instar du chauffage électrique, un programme électronucléaire surdimensionné.

En octobre 2007, le Grenelle de l'environnement a décidé de "développer des véhicules très économes, hybrides, rechargeables et électriques". Pourtant, le choix fait par l'Etat français et Renault de développer une automobile "100 % électrique" est un pari risqué. Aux dires de certains constructeurs, la voiture électrique est à l'automobile du futur ce que le Minitel est au très haut débit. Sa faible autonomie et son manque de polyvalence rendent sa commercialisation hasardeuse et son succès bien hypothétique.

Selon Carlos Gohn, PDG de Renault, le véhicule électrique pourrait représenter 10 % du parc automobile français d'ici à 2020. Moins optimiste, la Commission européenne table sur 1 à 2 % des ventes de véhicules neufs en 2020...

Dans les faits, la voiture électrique est soutenue par l'Etat français qui a décidé d'octroyer une prime à l'achat de 5 000 euros pour l'acquisition d'un véhicule électrique. Il a également passé commande de 50 000 exemplaires de ces véhicules et a généreusement oublié d'appliquer une TIPP électrique, engendrant ainsi un manque à gagner théorique de plus de 2,5 milliards d'euros par an ! 400 millions d'euros ont également été versés dans le cadre du plan de relance du secteur automobile au titre de la recherche et du développement...

Cette décision, coûteuse pour le budget de l'Etat, est prise sous couvert d'une pseudo-justification climatique, sans connaître le véritable bilan carbone de cette option technologique ! Elle permet de donner bonne conscience à bon compte au monde politique bercé par le doux ronron d'un Grenelle du blanchiment écologique. Mieux, cette automobile permettrait de justifier, comme en son temps le chauffage électrique ou la climatisation, de nouvelles centrales nucléaires !

Pourtant la voiture électrique ne peut sérieusement prétendre être une solution crédible. Et ce pour de nombreuses raisons.

Préalablement, la question de la mobilité n'est pas technique mais essentiellement politique.

Lorsque l'Etat français rend public, le 13 juillet 2010, un avant-projet de schéma national des infrastructures de transports dans lequel il prévoit de construire 900 km de nouvelles voies autoroutières (soit une augmentation de plus de 8 % du réseau autoroutier existant), il contribue durablement à augmenter nos émissions de CO₂ en incitant les automobilistes à opter pour une transhumance estivale motorisée. D'option réellement écologique comme la marche à pied, le vélo ou les transports en commun... nulle trace dans l'esprit pollué de nos grenello-décideurs !

Appréhender la vaste question de la mobilité par le petit bout de la lorgnette électrique n'est qu'un pis-aller bien illusoire qui n'est pas à la hauteur des enjeux !

D'autre part, cette fameuse voiture dite abusivement "Zéro émission" ne l'est pas tant que ça. L'organisme anglais de contrôle de la publicité a récemment interdit aux constructeurs d'utiliser cette notion mensongère. En France où le contrôle de la publicité est assuré par... les publicitaires, rien de tel !

La faible autonomie de ce type de motorisation (moins de 150 km) fait de la voiture électrique une automobile exclusivement urbaine ou périurbaine. Même un ardent défenseur du lobby nucléaire tel que Jean Syrota (auteur d'un rapport intitulé "Véhicule 2030"¹) estime que "les tests normalisés ne prennent pas en compte la consommation des accessoires (phares, essuie-glaces, dégivrage arrière) et surtout le chauffage ou le refroidissement de l'habitacle. [...] On peut donc conclure qu'en



NOTES

1 : www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/VEHICULE_2030-raport_final_SYROTA_280908pdf_internet.pdf

usage réel urbain, l'autonomie d'un véhicule électrique pourrait être réduite de moitié".

Or, on constate depuis de nombreuses années que les automobilistes optent pour un véhicule polyvalent. Quitte à se doter d'un 4x4 juste pour circuler dans la jungle... urbaine ! **La voiture électrique ne viendra donc pas en substitution d'un véhicule thermique mais en sus, une sorte de seconde voiture dont le prix avoisine quand même les 25 000 euros !**



Or, les émissions de CO₂ liées à la construction du véhicule représentent entre 14 et 20 % des rejets de gaz à effet de serre dudit véhicule. Des émissions qui viennent donc en ajout et non en substitution ! Avant d'avoir même parcouru son premier kilomètre, la voiture électrique est donc responsable d'une augmentation de 20 % des émissions de gaz à effet de serre !

En outre, selon le groupe de travail sur la pointe électrique, la voiture électrique, comme le chauffage électrique, **engendre une demande électrique aux heures où notre pays connaît de fortes fluctuations de sa consommation, notamment**

entre 19h et 22h. Les batteries des véhicules électriques seraient vraisemblablement rechargées aux heures dites de pointe. Selon ce groupe de travail, "pour deux millions de véhicules, l'appel de puissance peut dépasser 10 % de la puissance de pointe nationale, tandis que la consommation d'électricité sera de l'ordre de 1 % du total." Selon un document interne émanant de RTE et de l'Ademe, le bilan carbone du kWh de pointe peut allègrement dépasser les 400 à 600 g/CO₂.

En juillet 2009, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie se fendait d'une note dans laquelle elle estimait que "le bilan du véhicule électrique en émissions de CO₂/km est proche des voitures de classe B actuellement (126 g CO₂/km du "puits à la roue", contre 161 g/km pour la moyenne des ventes en 2008)"². L'avantage climatique de la voiture électrique peut dès lors être légitimement remis en question !

Cette voiture électrique est donc une illusion comme les affectionnent les technoscientifiques ! Elle repose sur un postulat erroné qui permet de légitimer une ou plusieurs options technologiques sans issue. Elle est plébiscitée avec d'autant plus de délectation qu'elle permet, collatéralement, de justifier une relance du nucléaire, qui, du point de vue purement électrique, est un non-sens absolu.

Alors que la France dispose de capacités de production électronucléaire surdimensionnées par rapport à la réalité de sa consommation, **la voiture électrique n'est finalement qu'un outil de communication au service du lobby nucléaire.** Une pompe à fric avant d'être "zéro émission" ! Une "atomobile" qui engendrera une accentuation des pointes de la consommation très carbonée tout en justifiant le programme nucléaire et ses déchets.

Le capital "sympathie" dont dispose cette voiture électrique repose principalement sur la méconnaissance des individus et sur l'absence de données objectives. Ce choix de la voiture électrique illustre à merveille les dérives d'un scientisme qui présuppose que toute nouveauté est un progrès. La voiture électrique, même si elle ne date pas d'hier, incarne, aux yeux de certains, cette quête de nouveauté. Face aux contraintes écologiques, au déterminisme environnemental, l'idéologie grenellienne à la sauce "croissance verte" ne nous sera d'aucun secours. Pire, elle nous fait perdre un temps précieux en nous entraînant dans des voies sans issue.

Stéphane Kerckhove

Délégué général d'Agir pour l'Environnement

Auteur de *Grenelle de l'environnement : l'histoire d'un échec*, octobre 2010, édition Yves Michel.



2 :

www2.ademe.fr/servlet/getBin?name=31AAD5B85646E545182A56F800F480061248947993001.pdf

Bruno Barrillot, lauréat 2010 du "Nuclear-Free Future Award"

Le prix "Pour un futur sans nucléaire" récompense pour leur engagement les militants les plus actifs dans le monde pour la lutte contre le nucléaire. Cette année, un Français est distingué pour son engagement aux côtés des victimes des essais nucléaires.

Quoi de commun entre le scientifique russe Oleg Bodrov, l'organisation contre les mines "African Uranium Alliance", l'acteur hollywoodien Martin Sheen, l'éleveur de bison amérindien Henry Red Cloud et le Français Bruno Barrillot ? Leur engagement exemplaire pour un avenir sans armes ni centrales nucléaires !

C'est pourquoi, le 30 septembre 2010, ils se sont retrouvés à New York, sous les feux des projecteurs, pour recevoir le "Nuclear Free Future Award". Le "prix pour un futur sans nucléaire" met chaque année à l'honneur des personnes qui luttent, d'une façon ferme et altruiste, pour en finir avec l'ère nucléaire.

Fondé en 1998, ce prix est financé par une fondation allemande. Il est décerné par un jury international indépendant dans trois catégories : "Résistance", "Information et Éducation" et "Solutions". Il a été qualifié par le journal berlinois *Tageszeitung* (un peu l'équivalent de *Libération*) de "prix le plus important pour la lutte antinucléaire dans le monde".

Cette année, l'un des lauréats est donc français. Bruno Barrillot a co-fondé l'Observatoire des armements en 1984, avec Patrice Bouveret et Jean-Luc Thierry. Également connu sous le nom de CDRPC (Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits), l'Observatoire est alerté sur les conséquences des essais nucléaires de la France tant en Polynésie qu'au Sahara. Publication d'ouvrages de recherche, déplacements en Polynésie et en Algérie, participation au regroupement des victimes, organisation de colloques, intervention auprès des parlementaires pour qu'ils déposent des propositions de lois... telles sont quelques-unes des tâches auxquelles s'attelle Bruno Barrillot, directeur de l'Observatoire des armements avant de devenir, en octobre 2009, "Délégué au suivi des conséquences des essais nucléaires" auprès du gouvernement polynésien.

"Ce prix vient aussi récompenser, souligne Bruno Barrillot, tout un réseau qui a assuré une continuité opiniâtre face au refus de la France de reconnaître et d'assumer ses responsabilités. Ce prix honore non seulement le combat pour le droit des victimes, mais aussi la lutte de ces mouvements et peuples qui ont été violentés par les essais nucléaires des grandes puissances."



Bruno Barrillot à In-Eker en Algérie, devant la montagne où ont eu lieu les essais nucléaires souterrains de la France et qui connaît aujourd'hui encore un taux important de radioactivité...

Bien sûr, l'Observatoire des armements se réjouit de cette reconnaissance du travail déjà accompli. Ce prix, accordé à Bruno Barrillot, vient récompenser son engagement et son action sans faille depuis plus de vingt-six ans aux côtés des victimes des essais nucléaires. Mais surtout, il nous renforce dans notre détermination à obtenir que le gouvernement français, après un premier pas en faveur des victimes des essais nucléaires — avec la mise en place d'un processus d'indemnisation encore bien trop restrictif — s'attelle d'une part aux conséquences environnementales des essais nucléaires et, d'autre part, à l'élimination des armes nucléaires.

Patrice Bouveret

Observatoire des armements/CDRPC
187 montée de Choulans - 69005 Lyon
<http://www.obsarm.org>

A lire, de Bruno Barrillot

Bruno Barrillot est l'auteur de nombreux ouvrages. A lire, notamment :

- ◆ *Victimes des essais nucléaires : histoire d'un combat.* 2010, 199 pages. 15 €. Bruno Barrillot retrace, au travers d'un regard personnel, cette longue marche pour la vérité et la justice.
- ◆ *Les Irradiés de la République. Les victimes des essais nucléaires français prennent la parole.* 240 pages. 15 €.
- ◆ *Le Complexe nucléaire. Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire.* 144 pages. 7 €.

Ajouter 3,50 € pour un article, 5 € pour plusieurs.

Livres à commander au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Village toxique

En 1987, le Gâtinais apprenait que le granite des Deux-Sèvres avait été choisi pour enfouir le problème des déchets les plus radioactifs de l'industrie nucléaire française – en concurrence avec trois autres sous-sols : le schiste de Maine-et-Loire, le sel de l'Ain et l'argile de l'Aisne. Trois ans de lutte allaient mettre fin aux noirs desseins de l'Andra, l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs.

Vingt ans plus tard, *Village toxique* vient relater ces événements en bande dessinée. Nourrie des collectages recueillis auprès des acteurs mêmes, cette BD au ton mordant raconte avec ironie l'histoire du nucléaire français jusqu'à cette lutte victorieuse contre l'enfouissement. Une pièce de théâtre du même nom s'est jouée cet été au festival du "Nombril du Monde" pour fêter dignement l'anniversaire de cette utopie : "boucher le trou du cul de la filière nucléaire pour la faire mourir d'occlusion".

Entretien avec Grégory Jarry, scénariste de *Village toxique* :

La lutte a été menée par deux associations ?

La CIAD s'est créée deux jours après l'annonce pour rassembler les habitants des communes visées, et fédérer les comités locaux qui se sont ensuite étendus à quasi tout le département. L'association Granit, elle, émanait d'un mouvement régional d'écologistes assez radicaux, autogestionnaires. C'était vraiment un mouvement d'opposition au nucléaire. La CIAD défendait la sauvegarde de son territoire, et Granit leur a vite montré que ce n'était pas tenable. En six mois le message est passé de "pas de déchets nucléaires ici", à "ni ici ni ailleurs". Ce qu'il y a d'exceptionnel dans cette lutte, c'est la confluence des deux tendances. Les deux associations travaillaient ensemble, main dans la main. Connaissant les gens en Gâtine, c'était une gageure.

Comme l'Andra persévérait malgré le refus de la population, on est rentré dans une seconde phase. Conseillés entre autres par des gens du Larzac, les opposants ont mis en place un tas d'outils et d'actions pour leur barrer la route. Notamment une caravane qui surveillait le local de l'Andra 24h/24 ;

un système de communication avec des cibles ; le téléphone qui permettait de mobiliser très rapidement (une personne en appelle cinq, qui à leur tour en appellent cinq, etc.) ; leurs bâtiments ont été couverts de goudron et de plumes (l'opération Lucky Luke)...

Comment s'est constituée la Coordination nationale ?

L'Andra menait simultanément la même offensive sur quatre sites. Dans le Maine-et-Loire, par exemple, il y a eu plusieurs semaines d'affrontements, et en janvier 1990, une manifestation a réuni à Angers 200 000 personnes. Des gens du coin sont allés défendre l'idée

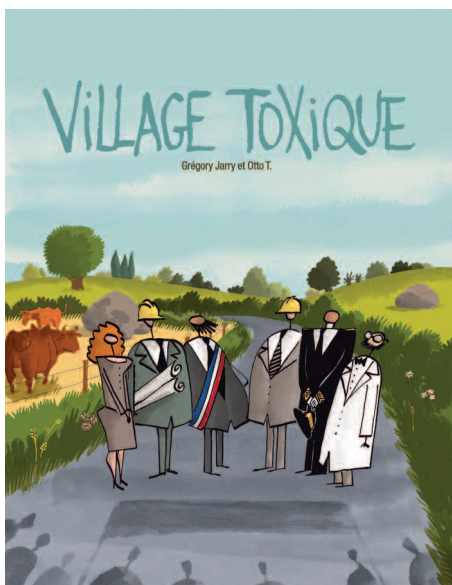
d'une coordination nationale. Ils ont constitué une charte qui, déclinée sous forme de pétition, a été signée par de très nombreux opposants et plein d'associations écologistes, représentant des millions de gens. 50 000 signatures ont été rassemblées rien que sur notre territoire.

Comment la lutte a-t-elle pu réussir ?

D'abord, les gens du terrain se sont associés avec les écologistes. Il y a eu un respect mutuel pour que la population suive. Ensuite, il fallait se baser sur le plus petit dénominateur commun. S'entendre juste sur "on ne veut pas des déchets nucléaires, point barre". La réflexion a ensuite pu évoluer vers la sortie du nucléaire. Un autre point important, c'était : "on ne discute pas". Ils n'ont jamais répondu aux arguments fallacieux de l'Andra, ne sont jamais allés à leurs réunions. Ils ont bien vu qu'on cherchait à les embobiner. Enfin, ils ont toujours veillé à ce que les luttes soient non-violentes... mais si les CRS avaient cherché l'affrontement, cela se serait mal passé. Certains étaient déterminés à aller jusqu'au bout.

Les conseillers généraux n'ont pris position contre l'enfouissement que deux mois avant le moratoire Rocard, qui instituait, sous la pression publique, l'arrêt officiel de la prospection sur les quatre sites.

C'est toute cette lutte que relate *Village toxique*.



Village Toxique, de Grégory Jarry et Otto T. Coédition FLBLB / Le Nombril du Monde. Septembre 2010, 64 pages. A commander au prix de 16,50 € port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Après cette action, Ciad et Granit comprirent qu'il était temps d'occuper le terrain. Des pancartes « Non aux déchets radioactifs ! », « La Gâtine n'est pas à vendre », « Ni ici, ni ailleurs » furent installées sur tout le territoire. L'Andra avait posé ses valises à La Chapelle-Saint-Laurent, dans un bâtiment loué par un propriétaire qui s'en moquait bien qu'on lui crève ses pneus vu qu'il en avait plein de recharge. Début août, la mairie du même village mit à la disposition des associations un petit terrain communal juste en face des bureaux de l'Andra. On y installa une caravane avec une vitre sans tain, pour servir à la fois de stand d'information et de piquet de surveillance, avec vue impenable sur les locaux de l'Andra.



Le 12 août, la pression monta d'un cran. La veille au soir, on s'était aperçu depuis la caravane que des techniciens chargeaient des documents dans une voiture. On s'en était inquiété, l'Andra avait invité les militants à revenir plus tard, là c'était l'heure de la fermeture. Le lendemain, ils étaient 700 au rendez-vous, avec de nombreux tracteurs. Puisque l'Andra s'intéressait tant au granit de la Gâtine, on leur livra 50 tonnes de rochers à domicile. Pour bien s'informer, on vida totalement les locaux, meubles et papiers. Toute violence avait été contenue, l'action fut baptisée « Opération Obélix » et fit grand bruit dans la presse. Le jour d'après, les compagnons d'Emmaüs vinrent ramasser les papiers pour les emmener au recyclage.



Villes en transition : un nouveau modèle de sobriété énergétique

NOTES :

1 : La permaculture (culture permanente) vise à vivre avec la nature, en la perturbant le moins possible. Elle s'est surtout développée autour de pratiques de l'agriculture biologique, d'habitat sobre...

2 : Mouvement créé autour des idées de Pierre Rabhi, qui fédère de nombreuses démarches alternatives.

3 : En Grande-Bretagne, le nucléaire, après avoir atteint 28 % de la production électrique entre 1993 et 1998, est redescendu aujourd'hui à 18 %. Le charbon qui était encore à 70 % à la fin des années 1970, n'est plus aujourd'hui qu'à 42 %. Le gaz, inutilisé jusque dans les années 1990, compte aujourd'hui pour 32 %.

L'une des clés de la sortie du nucléaire est la sobriété énergétique. Celle-ci permet de faire face à l'épuisement des ressources naturelles (pétrole, gaz, uranium...) ; de limiter les parcs solaires et éoliens qui ne sont pas sans inconvénients ; de diminuer notre empreinte écologique ; de limiter nos émissions de gaz à effet de serre... N'oublions pas que l'énergie la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. Alors qu'en France se développe un mouvement autour des objecteurs de croissance, en Grande-Bretagne un mouvement se développe depuis 2005 autour du concept des "villes en transition".

Ce mouvement plus pragmatique est né à l'initiative de passionnés de permaculture¹. C'est parti de la petite ville de Totnes, dans le Devon (sud-ouest) et a fait rapidement des émules. En 2010, on compte plus de 700 groupes en Grande-Bretagne dans une centaine de lieux en transition (villes, villages, îles, forêts...). Des groupes naissent actuellement en France, notamment à l'initiative du mouvement Colibri².

Leur idée est qu'il faut engager sans attendre la transition vers une société sobre en énergie. Si le mouvement n'est pas directement relié à la démarche antinucléaire, il rejette tout recours aux énergies fossiles pour l'avenir³. Pour éviter que le choc ne soit trop brutal, il faut dès aujourd'hui reconstruire la résilience locale de nos villes et de nos villages. La résilience désigne la capacité d'un système à encaisser un choc — ici, la fin du pétrole bon marché — sans s'effondrer.

Ce changement présenté comme inévitable doit être compris comme une chance pour inventer un monde meilleur. La transition offre aux communautés locales la possibilité de reprendre leur destin en main, et aux individus de renouer entre eux des liens enrichissants.

Michel Bernard

Totnes, cœur et vitrine du mouvement des Villes en Transition

Avec ses 8000 habitants, Totnes est l'un des hauts lieux de développement des alternatives au Royaume-Uni. Ce n'est donc pas par hasard si elle est devenue le cœur du réseau de la Transition, et en même temps la vitrine du mouvement.

Totnes avant la transition

Bien avant que ne soit lancé le mouvement pour la transition, Totnes était souvent qualifiée de "capitale alternative du sud-ouest [de l'Angleterre]". Elle héberge en effet une école Steiner depuis 1980, le Schumacher College¹ depuis 1991, ainsi que le Dartington College, université consacrée aux Arts qui propose, depuis 1961, des méthodes d'apprentissage alternatif. Elle se situe en bordure du parc naturel national de Dartmoor.

Ces éléments ont attiré à Totnes une population sensibilisée aux questions environnementales, et plutôt propice au lancement d'un mouvement tel que la Transition². La concentration en commerces "alternatifs" (magasins d'alimentation biologique, restaurants végétariens, pompes funèbres écologiques...) y est impressionnante. C'est dans ce contexte qu'un petit noyau de militants a décidé, en 2005, de lancer une série de projections publiques sur les thèmes du pic du pétrole et du changement climatique, pour chercher ensuite des réponses originales permettant de relever, collectivement et localement, ces deux enjeux.



NOTES :

1 : Du nom de E. F. Schumacher, auteur de *Small is beautiful*, 1973. Edition française : *Small is beautiful, une société à la mesure de l'homme*, trad. D. et W. Way, M.-C. Florentin, Seuil, 1978.

2 : La Transition a été lancée à Totnes mais ses principes avaient déjà été élaborés et testés lors des deux années précédentes par les professeurs de permaculture à l'origine du mouvement dans la petite ville irlandaise de Kinsale (2300 habitants).

Transition Town Totnes

Ces projections et ces réflexions ont entraîné la naissance de "Transition Town Totnes" (TTT)³. Concrètement, il s'agit d'un groupe de militants et de citoyens préoccupés de l'avenir de leur ville, et plus généralement de l'avenir de nos sociétés. Dans un pays qui importe de l'énergie et 80 % de sa nourriture, comment continuer à se nourrir, se chauffer, s'habiller et se déplacer, lorsque le pétrole viendra à manquer ? TTT organise régulièrement des conférences et des débats dans de nouveaux lieux, pour amener un maximum de citoyens à se poser cette question et à rejoindre le mouvement : ce que le mouvement appelle *awareness raising*, une notion proche de "l'éveil des consciences"⁴. Il ne s'agit pas seulement d'informer et de sensibiliser, mais aussi de convaincre l'auditeur qu'il ne doit pas attendre d'être pris en charge, et qu'il peut lui-même agir en rejoignant le mouvement collectif.

Les citoyens peuvent alors s'investir dans les différents groupes de réflexion et d'action qui composent TTT. Chacun de ces groupes est chargé d'un thème spécifique, à propos duquel il doit poursuivre l'éveil des consciences, mais aussi ébaucher des pistes de solution pour l'avenir et, lorsque cela est possible, commencer à les mettre en œuvre à l'échelle locale.

Un "plan de descente énergétique"

Le groupe consacré à la nourriture a été particulièrement actif, en organisant le *garden share* dans la ville (jardins partagés), ou en plantant des arbres fruitiers dans des lieux publics pour une consommation locale de fruits. Le groupe "Heart and Soul" réfléchit à la psychologie du changement et tâche de soutenir les militants qui tendraient à douter, s'épuiser ou déprimer. Tous ces groupes se réunissent ensuite pour travailler à un "plan de descente énergétique" (*energy descent action plan*), sorte de programme dont la mise en pratique permettrait d'amener progressivement Totnes à une relative autosuffisance : il y est proposé de développer la production locale d'énergie renouvelable pour un usage local, de transformer les parkings de la ville en potagers collectifs, etc. L'étape suivante consiste à diffuser ce plan auprès des citoyens pour susciter leur réaction, améliorer ce plan, et amener des élus à le soutenir pour faciliter sa mise en œuvre.

La livre de Totnes

De toutes les actions initiées par les groupes de TTT, celle qui a rencontré le plus d'écho et suscité le plus de curiosité est certainement le lancement en 2006 de la "livre de Totnes" (*Totnes pound*), une monnaie locale qui doit dans un premier temps rendre visible l'importance du commerce local et des circuits courts, peu consommateurs d'énergies fossiles, et ensuite les aider à se développer. Une livre de Totnes vaut une livre britannique : TTT se



DR

charge d'imprimer les billets et d'assurer leur valeur en conservant sur son compte le montant de livres britanniques qui y correspond et qui serait nécessaire si tous les utilisateurs souhaitaient ré-échanger leurs livres de Totnes contre de la monnaie nationale.

Aujourd'hui, plus de 70 commerces locaux indiquent, par un autocollant sur leur vitrine, qu'ils acceptent la livre de Totnes. Une fois cet argent encaissé, certains viennent l'échanger contre des livres britanniques au bureau de TTT, mais d'autres jouent le jeu en réinjectant les livres de Totnes dans l'économie locale : pour se fournir chez des producteurs locaux, rendre la monnaie aux clients qui l'acceptent, ou même payer une partie du salaire des employés qui le réclament.

Si le bilan de cette monnaie reste à faire, la livre de Totnes a certainement contribué à "l'éveil des consciences" sur l'importance de la relocalisation économique, à Totnes et ailleurs : en effet, cette monnaie parallèle et ludique attire inmanquablement l'attention des citoyens et des médias sur un sujet généralement difficile à illustrer. De plus, cette expérience est appelée à être reproduite : la ville de Lewes (16 000 habitants, dans le Sussex) a récemment lancé la livre de Lewes.

Totnes, cœur du réseau

Le succès de TTT s'explique aussi en partie par la présence dans la ville des "leaders" du réseau de la transition : Rob Hopkins⁵, Ben Brangwyn, Sophy Banks, Naresh Giangrande... Car si le mouvement pour la transition se veut un mouvement partant de la base (*grass-roots movement*), il n'en a pas moins été initié par un noyau de militants qui se sont trouvés au bon endroit et au bon moment. Tout en gardant un pied à TTT, certains de ces initiateurs s'investissent maintenant dans l'animation du réseau de la Transition. À l'étage au-dessus du bureau de TTT, il y a donc un autre bureau consacré au réseau international de la transition, qui emploie actuellement trois personnes surchargées de travail.

La première partie de leur mission consiste à être les porte-parole de la transition vers l'extérieur :

La "livre de Totnes", une monnaie locale pour rendre visibles les circuits courts.



DR

NOTES :

3 : <http://totnes.transitionnetwork.org>

4 : Selon l'expression utilisée par Pierre Rabhi.

5 : Auteur de *The Transition Handbook* (Green Books, 2008) et animateur du blog www.transitionculture.org



DR

répondre aux sollicitations des médias, mais aussi multiplier les conférences pour présenter la transition dans de nouveaux cercles. Leur travail a par exemple permis le récent rapprochement de la transition avec la Soil Association, qui attribue le label "agriculture biologique" au Royaume-Uni et anime régulièrement des campagnes sur ce thème.

Ces animateurs du réseau se chargent de répondre aux incessantes demandes qui émanent de groupes désireux de lancer chez eux une initiative de transition. Pour ceux-là, il faut trouver des réponses individualisées, multiplier les conseils, et éventuellement aller les soutenir sur place, par exemple en organisant une conférence sur la Transition. Le réseau organise également des formations à destination des militants, sur des thèmes comme la permaculture ou l'éco-construction, mais aussi sur l'animation de débats publics ou le *community leadership* (animation d'une communauté locale pour l'amener à engager sa propre transition).

Ainsi, en multipliant de manière organisée les sujets de réflexion, les conférences et les actions locales, TTT cherche à inventer une voie vers l'autosuffisance locale. Elle a aussi veillé à partager ses savoirs et à communiquer pour que se multiplient les initiatives de transition, de manière à faire naître un réseau riche en idées et disposant d'une légitimité collective.

Luc Semal et Mathilde Szuba

Les auteurs sont doctorants en socio-anthropologie de l'environnement, au Cetcopra (Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques, Paris 1-Panthéon-Sorbonne). Ils travaillent sur les stratégies de sobriété collective comme réponse à l'urgence écologique.



Article initialement paru dans *Silence* n°365, février 2009.

A lire : Le Manuel de transition

Une démarche à suivre en 12 étapes pour s'engager en faveur d'un "plan de descente énergétique".

La revue *Silence*, qui partage les mêmes locaux associatifs que le Réseau "Sortir du nucléaire", a lancé le débat sur la décroissance très tôt en France. Ce débat s'est accéléré en 2003 avec la parution d'un livre, coordonné par la revue, Objectif décroissance (éd. Parangon / Silence, 224 p., plus de 12 000 exemplaires vendus). Le livre a été traduit en espagnol, catalan et italien. Depuis, de nombreux groupes ont vu le jour sur ce thème... et plus de cinquante livres ont déjà été publiés.

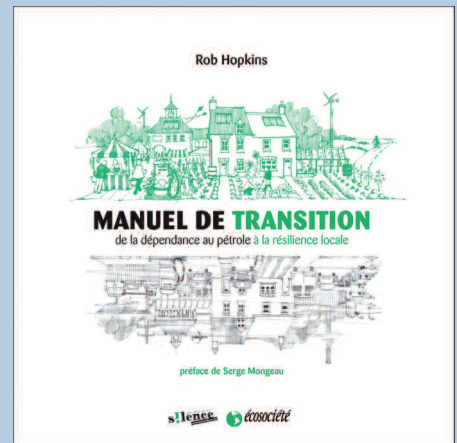
En 2008, la rédaction de *Silence* entre en contact avec Luc Semal et Mathilde Szuba, deux chercheurs qui travaillent sur le mouvement britannique de la Transition. Alors que les groupes sur la décroissance, en France et ailleurs, ont du mal à passer à la pratique, ce mouvement d'outre-Manche semble avoir trouvé une méthode pour allier investissement personnel et démarche politique.

Cela donne lieu à la publication de plusieurs dossiers dans la revue (février 2009 : le mouvement des villes en transition, mai 2010 : villes en transition : vers le rationnement, à paraître en décembre 2010 : villes en transition, les indices de résilience).

Fin 2009, *Silence* passe un accord avec les éditions québécoises Ecosociété pour co-éditer la traduction du Manuel de transition de Rob Hopkins.

Le militant antinucléaire n'aura aucun mal à intégrer sa problématique dans celle des villes en transition : le livre présente une démarche à suivre en 12 étapes pour amener le public le plus large possible à s'engager en faveur d'un "plan de descente énergétique". Le livre sort en librairie le 7 octobre 2010. Il est également disponible directement auprès de *Silence*.

◆ *Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Rob Hopkins, préface de Serge Mongeau, postface de Luc Semal et Mathilde Szuba, éd. Ecosociété & Silence, 20 € (+ 4,50 € de port)



◆ Abonnement d'essai à la revue *Silence* (mensuelle) : 20 € pour six mois
CONTACT : *Silence*, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, www.revuesilence.net

Bonnes Nouvelles

Portugal : transition énergétique en mouvement

A la fin 2010, près de 45 % de l'électricité portugaise aura été produite grâce aux énergies renouvelables d'après des estimations récentes. Ce pourcentage était de 17 % il y a cinq ans. La production éolienne, notamment, a été multipliée par sept pendant cette période.



En 2005, le nouveau gouvernement du Portugal a parié que ce pays, balayé de vent et brûlé de soleil, disposait de tout le potentiel pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles. Ils ont lancé un programme de transition énergétique foudroyant qui exploite majoritairement l'énergie du vent et de l'eau mais aussi le soleil et les vagues.

Cette expérience a été saluée comme étant un "remarquable succès" par l'Agence Internationale de l'Energie. D'après le gouvernement, cette transformation énergétique n'a nécessité aucune augmentation des impôts ou de la dette publique. En effet, l'électricité renouvelable a remplacé une électricité qui était produite auparavant avec des combustibles fossiles importés. Le programme prévoit que le Portugal pourra fermer deux centrales thermiques d'ici 2014 et réduire l'utilisation de plusieurs autres. L'AIE a confirmé que jusqu'à présent le programme n'avait placé aucune pression sur le budget national ni créé de dette. Le prix du kWh a augmenté sur les factures des ménages de 15 % les cinq dernières années. Cela pourrait être lié en partie à ce programme de développement, même si l'AIE précise qu'il est difficile d'apprécier la part des différents coûts.

Cette expérience démontre qu'une reconversion très rapide de la production énergétique nationale est possible. D'autres pays développent des politiques ambitieuses qui réussissent à accélérer l'usage des renouvelables. D'après un rapport récent du Centre de recherche sur les énergies émergentes de Cambridge, l'Irlande, le Danemark et la Grande-Bretagne devraient atteindre voire dépasser les 40 % d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2025.

Source : *New York Times* et "Oil Man" (blog sur lemonde.fr)

Allemagne : électricité 100 % renouvelable en 2050 ?

L'Allemagne serait à même d'assurer 100 % de son approvisionnement en électricité grâce aux seules énergies renouvelables : c'est ce qu'indique une étude publiée le 22 juillet par l'Office fédéral de l'Environnement (UBA) sur la production d'énergie allemande. Le président de l'UBA assure que cet objectif est réalisable avec la technologie disponible actuellement, avec comme condition préalable une efficacité extrême dans la production et l'utilisation de l'énergie. Pour atteindre ces objectifs d'ici 2050, l'UBA plaide pour des prises de position politiques rapides, afin de conserver plus de temps pour les adaptations techniques et sociétales, essentielles, associées au développement des renouvelables.

Greenpeace a publié le même jour un rapport qui montre que cette étude pourrait être généralisée à l'ensemble de l'Union européenne.

Source : bulletins-electroniques.com de l'ambassade de France en Allemagne, Greenpeace.

Plogoff : un projet de centrale... solaire !

Le 17 juillet 2010, le conseil municipal de Plogoff, dans le Finistère, a donné son accord pour l'ouverture d'une enquête publique concernant un projet de centrale solaire. Avec 44 000 panneaux installés sur 14 hectares, elle devrait fournir la consommation électrique d'environ 1300 foyers, soit le double de la population actuelle.

Dans les années 1980, un projet de centrale nucléaire à Plogoff (Pointe du Raz) s'était heurté à une si vive opposition populaire que le projet a été abandonné.



L'éolien en régie publique : une première en France

Exploiter un parc éolien pour redistribuer les dividendes à la collectivité. Déjà pilote pour la Picardie en matière de chaufferie au bois et de réseau de chaleur, la commune de Montdidier (6 500 habitants) dans la Somme, se prête à une nouvelle expérience en accueillant le premier parc public éolien de France.

Quatre éoliennes de 2 MW fournies par Vestas devraient couvrir plus de la moitié des besoins de la communes (19 GWh/an). "Les recettes tirées de la vente d'électricité financeront des actions de développement durable" explique Mme le maire. La manne éolienne sera répartie entre l'enfouissement des réseaux électriques, la maîtrise de la demande de l'électricité des particuliers et l'amélioration thermique des bâtiments communaux. "Nous allons distribuer cinq ampoules basse consommation par foyer", explique le maire, évoquant le bon accueil du projet par la population.

Source : Environnement magazine - mars 2010



Des toits solaires sur les lycées de deux régions

Les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ont décidé d'utiliser les toitures de leurs lycées pour inciter à un fort développement du photovoltaïque en favorisant des entreprises locales. La puissance installée sera de 20 MWc pour une production d'environ 25 GWh par an. En tout, 83 lycées seront couverts de 600 000 m² de panneaux photovoltaïques en Languedoc-Roussillon et 300 000 m² en Midi-Pyrénées.

Parmi les critères retenus figuraient un critère économique (choix d'entreprises locales avec création d'emploi locaux) et un critère d'innovation (utilisation de nouvelles technologies comme les membranes photovoltaïques et les panneaux cristallins).

Les régions n'engageront aucun argent public dans ce projet, les entreprises étant rémunérées par la vente de l'électricité produite. Elles lui verseront même une redevance d'environ un million d'euros en Languedoc-Roussillon.

Source : Environnement magazine - mai 2010

Des trottoirs producteurs d'électricité à Toulouse

On connaissait déjà les pistes de boîte de nuit qui produisent de l'électricité grâce aux mouvements de danseurs (en Hollande et en Grande Bretagne). Les services techniques de la ville de Toulouse ont adapté ce principe pour capter l'énergie produite par le pas des piétons, afin de la transformer en électricité à destination de l'éclairage public. Pour un premier test, huit dalles équipées de micro-capteurs ont été installées en avril sous un porche près de place du Capitole. Après dépôt du brevet, les recherches en cours devraient permettre la sortie d'un premier prototype performant dès cet automne 2010. 10 m² d'espace public seraient suffisants pour alimenter un lampadaire de 75 watts pendant toute une nuit.

Source : Habitat Naturel n° 34

Service civique : le Réseau ouvert aux volontaires !

Le service civique est un nouvel outil de soutien au milieu associatif.

Ce dispositif de volontariat permet aux jeunes de 16 à 25 ans de s'investir au sein d'une association pour une durée de 6 à 12 mois. Ils reçoivent une rémunération de 540 euros par mois dont 440 sont financés par l'Etat.

Le service civique constitue donc une expérience professionnelle pour le volontaire tout en apportant un soutien bienvenu et à moindre frais pour l'association.

Dans cette optique, le Réseau "Sortir du nucléaire" est prêt à accueillir des volontaires dans divers domaines et offre de multiples possibilités de missions : communication, rédaction d'articles, informatique, administratif, comptabilité, juridique, assistance au coordinateur national des groupes et actions... Cette liste est non exhaustive, ainsi toute candidature sera étudiée avec attention quel que soit le projet proposé par le volontaire. Par ailleurs, certaines missions pourront être réalisées à distance s'il est impossible pour le candidat de venir à Lyon.

Si vous êtes intéressé, contactez Philippe Brousse par mail : philippe.brousse@sortirdunucleaire.fr

Rencontres d'été 2010 à Joigny, un bon cru !

Du 11 au 18 août, des sympathisants du Réseau "Sortir du nucléaire" sont venus de toute la France pour partager découvertes et rencontres à Joigny, dans l'Yonne. Témoignage des organisateurs de cette rencontre chaleureuse et réussie !

Voilà, le cru 2010 (nous étions en Bourgogne, que diable !) est tiré. Sept jours très pleins, très humains, dans une ambiance étonnante à la fois studieuse et militante, collective et calme, décroissante et branchée. De l'Alsace à la basse Bretagne, de l'arrière-pays niçois à la baie de Somme, en passant par l'Allemagne et l'Irlande, les "antinucléaires", comme nous catalogue la presse locale, étaient venus, en famille. Tous les âges, du nourrisson au sein jusqu'au militant depuis trente ans.



© Sabine Li

Le site exceptionnel a fait l'unanimité : perché au-dessus des champs et des vignes, à 10 minutes à pied de la ville médiévale de Joigny, il offrait un grand espace pour la vie commune, et un bois sans limites pour planter la tente, perdre le camion-dortoir ou tendre le hamac.

Les Rencontres, c'est le bonheur de partager

Echange de connaissances, de pratiques, de modes de vie. Apprendre à se connaître et s'apprécier, lors des ateliers, mais aussi en épluchant la salade ou en vidant les toilettes sèches sur le compost, en échangeant un pull sec et chaud (denrée rare au marché noir local) contre deux sardines pour consolider la tente. C'est autre chose que les "réseaux sociaux" !

Les Rencontres, c'est l'actu du Réseau en live et sans boîte mail, l'envie de faire ensemble un bout de chemin, et de repartir gonflés à bloc, parce que chaque atelier nous a appris quelque chose : savoir-faire avec le stage solaire thermique et la couture créative ; savoir-être avec les Désobéissants et le film sur l'Alertour ; savoir-vivre avec l'auto-gestion du camp au quotidien ; savoir tout ce qui se trame chez nous et ailleurs dans le monde.

Les Rencontres, c'est le lieu où gagner en expertise, mieux comprendre "comment ça marche", tant sur des sujets pointus présentés par ceux qui les maîtrisent le mieux (déchets FAVL, EPR, état du nucléaire dans le monde, consommation énergétique des collectivités) que sur les alternatives pratiques au tout nucléaire : cuisinière, douche et four solaire, moteur pantone, éco habitat rural et urbain, mur grèbe, sans oublier Enercoop.

C'est aussi le lieu où découvrir le "silence des nanos". Et toute la crudité, l'opacité et la froide indifférence de cette techno-science, qui mérite de partager le podium des apprentis sorciers avec le nucléaire et les OGM.

Impossible de rester insensibles à l'improbable rencontre et la connivence instantanée entre deux ouvriers du nucléaire venus témoigner : Daniel, sur la désastreuse maintenance des centrales françaises par le biais de sous-traitants exploités, et Aghali, le Touareg, réfugié en France pour avoir dénoncé la pollution des terres de son peuple au Niger. Même constat désolant sur les impacts sanitaires et l'irresponsabilité des multinationales, et même détermination communicative...

Rien de plus sérieux que les entraînements aux techniques d'actions non-violentes, avec des jeux tels que celui de la "tortue", ou celui du "gendarme et du militant". Et de vraies questions pour fouiller au fond de nous, sonder la nature de notre engagement,



© André Lanière

Les Rencontres d'été 2010, ça a été...

- ◆ Des centaines d'heures de préparation
- ◆ Un accord improbable avec les chasseurs
- ◆ D'autres centaines d'heures de montage
- ◆ 10 personnes des services techniques de la ville
- ◆ 50 palettes réutilisées
- ◆ 40 ballots de paille
- ◆ 4 véhicules embourbés sur le champ/parking
- ◆ 300 m de câbles électriques
- ◆ 67 kW d'électricité nucléaire (frigos & vidéoprojecteurs)
- ◆ 130 litres de bière (des Faucheurs bien sûr)
- ◆ 3180 W produits sur place en photovoltaïque pour les installations extérieures et les 2256 W consommés pour l'éclairage Led (merci Jacky !)
- ◆ Plus de 160 participants au cours de la semaine, et pas mal de curieux
- ◆ De succulents repas bio et végétariens servis chauds même sous la pluie par une équipe cuisine super efficace et courageuse
- ◆ Des feux de camp tard dans la nuit étoilée
- ◆ Un paysage qui restera dans les mémoires
- ◆ Beaucoup trop d'eau venue du ciel
- ◆ Des ateliers constructifs en veux-tu en voilà
- ◆ Un grand jeu de nuit préparé par les enfants (ah, la balle aux prisonniers dans le noir !)
- ◆ Des actions, plein d'actions, et les gros titres de la presse locale
- ◆ Un village de tentes dispersées dans les bois
- ◆ Beaucoup (trop) de kilomètres
- ◆ Des toilettes sèches nickel
- ◆ Des douches solaires
- ◆ Des films excellents présentés par leurs réalisateurs
- ◆ La construction d'un chauffe-eau solaire
- ◆ Une dégustation de vin local bien sympa
- ◆ Un tipi non prévu mais super beau et prêté par des militants adorables
- ◆ A l'an prochain pour le cru 2011 dans un nouveau lieu !



© André Larièvre

Daniel et Aghali, deux ouvriers du nucléaire venus témoigner

notre mesure de la violence et notre juste place dans une action.

Rien de plus magique que ce piano sorti de nulle part et qui nous a rassemblés là, en plein air, à la tombée du jour, entre un prélude de Chopin et une chanson libertaire.

Les conversations entamées lors des ateliers ou des forums d'échanges se terminent dans la queue devant les gamelles parfumées, ou devant les bacs à vaisselle. Puis tout se tait devant le spectacle des flammes, autour du feu, dans les dernières minutes gagnées sur le sommeil.

Merci au chêne multi-centenaire d'avoir veillé sur nos débats... et nos ébats !

Miren & François Mativet

Sortir du nucléaire 89

Action spectaculaire à Auxerre

© André Larièvre



Refondation : le chantier s'engage avec vous !

Vous le savez, le Réseau "Sortir du nucléaire" a traversé quelques turbulences internes en début d'année. Notre fédération a tenu une assemblée générale exceptionnelle les 19 et 20 juin derniers pour dépasser cette situation. Depuis, la commission Refondation s'est mise en route et attend vos suggestions.

Echos de notre assemblée générale de juin 2010

L'assemblée générale des 19 et 20 juin a permis de discuter en profondeur de la crise que le Réseau traversait depuis la fin 2009 et de trouver des solutions en se mettant à l'écoute de sa diversité. Cette écoute s'est traduite par le renouvellement de la moitié du conseil d'administration.

Une discussion large et approfondie a conduit au retrait de la signature du Réseau de l'appel "Ultimatum climatique" qui précédait la tenue du sommet international sur le climat à Copenhague en décembre 2009. L'énergie nucléaire n'est en aucun cas une solution au problème du réchauffement climatique, et nos campagnes "Ni nucléaire, ni effet de serre" (2008) et "Don't nuke the climate" (2009) ont largement contribué à faire entendre ce message essentiel, qui contrecarre la propagande d'Areva et EDF.

Le Réseau a réaffirmé que la lutte pour la sortie du nucléaire est le fondement même de son combat écologique. Ainsi, le Réseau entend peser pour que la sortie du nucléaire soit un thème incontournable au coeur de la campagne et des élections présidentielles et législatives de 2012.

L'assemblée générale a approuvé la décision du conseil d'administration transitoire, prise début juin quelques jours avant l'AG, de retirer la plainte déposée contre Stéphane Lhomme, ex-porte-parole salarié de l'association. Elle a également longuement envisagé les solutions de conciliation possibles dans le contexte de son licenciement, qui avait cristallisé des doutes sur l'engagement du Réseau.

La création d'un comité de médiation a été décidée, afin d'améliorer les relations entre les différents acteurs du Réseau.

Le compte rendu complet de l'assemblée générale des 19 et 20 juin est téléchargeable sur le site web : <http://ag.sortirdunucleaire.org>. Les rapports moral et financier sont téléchargeables sur le site web : www.sortirdunucleaire.org.

Repenser le fonctionnement du Réseau... avec vous

L'assemblée générale de février avait déjà pris acte que le Réseau a connu une évolution importante depuis sa création ; elle avait décidé qu'il était temps de repenser et réformer son fonctionnement dans le cadre d'un processus de refondation. En juin, l'assemblée générale a décidé la mise en place

d'une commission pour mener à bien ce chantier et initier un travail de réflexion avec toutes les composantes du Réseau. L'objectif est d'élaborer des recommandations qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale de début 2011. Lors d'une première réunion le 19 août à Joigny, en marge des Rencontres d'été du Réseau, cette commission a déterminé les grandes lignes du processus de refondation.



© André Lamière

Le Réseau a souhaité une large concertation pour permettre à chacun de s'exprimer et de participer à son niveau, s'il le désire, au travail de refondation. Ce chantier est donc ouvert non seulement à tous les groupes membres du Réseau... mais aussi à vous qui nous lisez, sympathisant ou militant du Réseau !

Pour y participer dans un esprit constructif et dégagé des polémiques passées, nous vous invitons à adresser vos idées et propositions à la commission, en envoyant un e-mail à : contact_refondation@sortirdunucleaire.fr. Si vous n'avez pas d'accès Internet, vous pouvez envoyer vos propositions par courrier au Réseau, en le libellant à l'attention de la commission de refondation. A vous de jouer pour contribuer à cette réflexion collective !

Vous pouvez consulter la motion d'orientation votée par l'assemblée générale de juin, ainsi que les propositions et les différents documents de réflexion déjà élaborés par les groupes et par le conseil d'administration sur la page web : www.sortirdunucleaire.org/dossiers/refondation.html.

Une première réunion bucolique pour la commission Refondation, en marge des Rencontres d'été du Réseau en août...

Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

Le conseil d'administration : 9 titulaires et 9 suppléants depuis fin juin 2010



Jacky BERTHOMÉ
Titulaire représentant
Sortir du nucléaire Yonne



François MATIVET
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire Yonne



Michel LABLANQUIE
Titulaire représentant
Sortir du nucléaire Lot



Michel BOCCARA
Suppléant représentant
Bien profond (Lot)



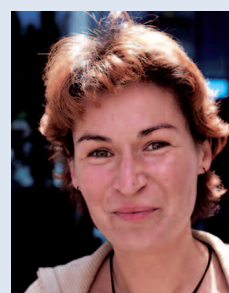
André LARIVIÈRE
Titulaire représentant
Sortir du nucléaire brivadois
(Haute Loire)



Emmanuelle SOMER
Suppléante représentant
Sortir du nucléaire 41
(Loir-et-Cher)



Cédric LUCAS
Titulaire représentant
Rhône-Alpes sans nucléaire



Anne-Sophie CORDOIRO
Suppléante représentant
Sortir du nucléaire Savoie



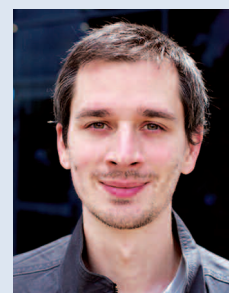
Jean-Pierre MINNE
Titulaire représentant
Oui à l'avenir (Creuse)



Monique LABARTHE
Suppléante représentant
Collectif Agir Santé
Environnement (Vaucluse)



Steven MITCHELL
Titulaire représentant
Stop EPR 2 (Seine Maritime)



Lionel CAVICCHIOLI
Suppléant représentant
Sortir du nucléaire Paris



Iseline MORET
Titulaire représentant
Chiche! (Pyrénées Orientales)



Aude VIDAL
Suppléante représentant
Chiche! (Nord)



Daniel ROUSSÉE
Titulaire représentant
Les Amis de la Terre
Midi-Pyrénées



Marc SAINT AROMAN
Suppléant représentant
Environnement Conscient
(Haute-Garonne)

13 salarié-e-s et 1 prestataire



Nadine SCHNEIDER
Titulaire représentant
CDR 55 (Meuse)



Corinne FRANCOIS
Suppléante représentant
CDR 55 (Meuse)



Philippe Brousse
Coordinateur Général



Xavier Rabilloud
Assistant de coordination
et communication



Jocelyn Peyret
Coordination des groupes
et des actions



Charlotte Mijeon
Chargée de campagne
et des relations extérieures



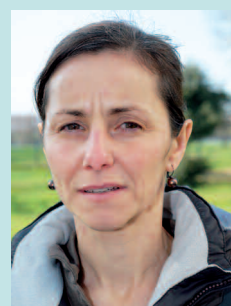
Régis Delhomme
Responsable base de
données. Secrétariat.



Delphine Boutonnet
Responsable des
expéditions et des stocks



Jacques Caclin
Directeur financier



Annie Orega
Secrétaire comptable



Sabine Li
Webmestre infographiste



Myriam Battarel
Assistante Webmestre



Antoine Limouzin
Coordinateur
de la communication



Nadège Morel
Responsable des
publications



Wladdimir Quénu
Maquettiste Infographiste



Benoist Busson
Avocat, Conseiller juridique
Prestataire de services

Photos: Martin Leers, Sabine Li et Nourra Scalabre

Merci aussi aux centaines de bénévoles partout en France qui contribuent à l'action du Réseau et dont la photo n'apparaît pas sur ces pages.

La loi NOME

ou le partage de la dette nucléaire

Les dispositions de la loi NOME consacrent une disposition injuste, qui entérine la technologie nucléaire et propose d'en faire payer la dette aux générations futures.

Le 15 juin 2010, les députés votent la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité), en vertu de laquelle, et en conformité avec les directives européennes, EDF devra céder un quart de son électricité à ses concurrents à un prix fixé.

renouvelables et décentralisées, ni sur une tarification progressive de l'énergie. La tarification solidaire et progressive (plus on consomme, plus le prix augmente), concept porté par de multiples mouvements sociaux, permettrait d'inciter les ménages à économiser l'électricité. Une idée d'autant plus pertinente lorsque l'on sait que la consommation d'électricité augmente avec le revenu des ménages et que la dégressivité (plus on consomme, plus le prix diminue) des tarifs électriques, pratiquée dans le cadre actuel et accentuée suite à la libéralisation du secteur, pénalise, elle, de facto, les ménages à bas revenus.

Les débats autour de la loi NOME, si houleux qu'ils soient, témoignent finalement d'une navrante unanimité : à droite comme à gauche perdre le mythe insensé d'une énergie nucléaire bon marché, qui aurait contribué à la prospérité de la France et constituerait un héritage à préserver.

Le prix de revente probable du MWh, fixé à 42 euros, est d'un optimisme que les faits contredisent, à commencer par les surcoûts actuels et à venir du réacteur EPR ; selon l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) elle-même, le prix du MWh EPR pourrait atteindre 69 euros ¹. Sans parler des dépenses faramineuses (des centaines de millions d'euros) qui seraient nécessaires pour prolonger la durée de vie d'un parc nucléaire de plus en plus vétuste ².

Les modes de calcul et les données initiales utilisées par l'Etat sont totalement opaques. De nombreux coûts sont cachés. Certaines dépenses à venir sont dramatiquement minimisées, comme celles du démantèlement des installations nucléaires ³ et de la gestion des déchets radioactifs. Le prix futur de l'électricité est ainsi défini sur des bases fausses, conformément aux seuls intérêts de l'industrie nucléaire.

Le débat autour du partage de la "rente nucléaire" est basé sur un postulat erroné : plutôt qu'une rente, c'est une dette sur plusieurs générations que le programme nucléaire français a engendrée. En effet l'équation est simple : le coût du démantèlement est estimé entre 60 et 100 milliards d'euros, alors que les provisions — utilisées par ailleurs — prévues par EDF ne représentent au mieux que 15 milliards d'euros. Le reste sera donc supporté par les générations futures (aucune centrale française n'a encore été démantelée) qui devront payer pour se débarrasser de ces structures non-productives.

Jean-Marie Brom

ancien administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire"

Tribune parue le 23 juin 2010 dans *L'Expansion*



Or, le contenu de la loi NOME verrouille l'avenir de la politique énergétique française, en entérinant le règne de la technologie nucléaire. Ainsi, elle acte la prolongation de la durée de vie des réacteurs jusqu'à 2025 et le renouvellement du parc nucléaire français, et ce, même s'il paraît difficilement envisageable que la prolongation de la vie des centrales au-delà de trente ans soit supportable financièrement pour EDF. Sans compter le coût de l'enrichissement du combustible, du retraitement... C'est d'ailleurs l'une des principales raisons de l'exigence d'EDF d'augmenter ses tarifs de quelque 20 à 25 %... Mais il est plus scandaleux encore de constater que le contribuable, qui finance déjà ce service public, finance également les exportations d'électricité (12 %), et, avec la loi NOME participera à l'enrichissement de compagnies privées.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" conteste le bien-fondé de ces orientations, lourdes de conséquences économiques et environnementales. Car la loi NOME n'accorde aucune place aux seules évolutions à même de fonder une politique énergétique d'avenir : on n'y trouve rien pour inciter à la sobriété énergétique, au développement des énergies

NOTES :

1 : "Costs of Generating Electricity", International Energy Agency and Nuclear Energy Agency, édition 2010.

2 : La prolongation de la durée de vie des réacteurs passera nécessairement par le long et coûteux remplacement de nombreux éléments.

Le Point, 18 mai 2010, "La vétusté des réacteurs nuit à la puissance nucléaire française".

3 : Fin 2004, la Cour des Comptes estimait déjà à 65 milliards d'euros les coûts du démantèlement des installations nucléaires françaises.

Trop d'éclairage nuit !

Que faire avec l'électricité produite la nuit par les centrales nucléaires ? De la pollution lumineuse. Pourtant des solutions simples permettent de limiter l'impact de l'éclairage extérieur sur la vie nocturne. Et d'économiser l'énergie.

La pollution lumineuse, c'est la dégradation de l'environnement causée par l'excès d'éclairage artificiel visible en extérieur. Cette pollution est due à l'éclairage public inutile, au sur-éclairage, au mauvais matériel, aux durées d'éclairage trop longues...

L'éclairage public représente 5,6 milliards de kWh/an en France. La consommation par an et par habitant est passée de 70 kWh en 1990 à 92 kWh en 2005. Pourtant, les lampes sont de plus en plus efficaces : la consommation par personne aurait donc dû baisser. Mais le nombre de "points lumineux" (lampadaires, spots et autres projecteurs) a augmenté de 30 % par habitant en dix ans. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des éclairages commerciaux, des publicités lumineuses et des parkings vides éclairés toute la nuit... En Allemagne, la consommation pour l'éclairage public est de 43 kWh/an/habitant. Soit moins de la moitié !

La pollution lumineuse a de nombreux impacts négatifs :

◆ Gaspillage et production excessive de CO₂

Eclairages inutiles, lampes trop puissantes, lampadaires inutilement rapprochés, durées d'éclairage trop longues... toutes ces pratiques sont source de gaspillage d'énergie. Le sur-éclairage provoque aussi une consommation excessive de matériel et donc de matières premières, et engendre des déchets (notamment les lampes à vapeur de mercure). Tout ceci produit du CO₂ : l'ADEME a établi qu'en moyenne, sur 2002 à 2006 en France, 1 kWh d'électricité pour l'éclairage public produit 119 g de CO₂.



Greenwashing ! EDF veut se donner une image écologique mais agit à l'inverse... Si la plupart des enfants ne voient plus les étoiles, c'est notamment à cause de la politique d'EDF qui pousse les communes à multiplier le nombre de lampadaires et à éclairer toute la nuit.

◆ Diminution de la biodiversité

La nuit est un espace vital pour les espèces nocturnes. Elle permet de passer plus facilement inaperçu aux yeux des prédateurs, et offre des conditions plus favorables aux espèces qui régulent mal leur température ou sont sensibles à la sécheresse de l'air. De nombreux prédateurs se sont aussi mis à vivre la nuit, à tel point que 80 % de ce qui vit sur terre est nocturne.

Nous humains, mammifères diurnes, connaissons très mal le continent de la nuit... Nous ignorons ou minimisons les conséquences des éclairages publics, commerciaux et industriels qui produisent une pollution lumineuse très préjudiciable à la biodiversité.

L'illumination d'espaces naturels bouleverse le milieu animal et végétal qui y vit. En campagne, l'éclairage des routes, ronds-points ou hameaux dresse des barrières lumineuses, provoquant une fragmentation des territoires qui affaiblit les populations animales (mammifères, batraciens). La lumière artificielle piège les animaux nocturnes tels qu'insectes, papillons, batraciens ou poissons. Elle perturbe également les migrations animales, que ce soit des oiseaux, des papillons, des insectes ou des mammifères.

Pourtant, hors agglomération, l'éclairage des routes est contre-productif : les accidents sont plus graves d'après des études des ministères des Transports belge et français. Et l'éclairage des ronds-points est en "conflit" visuel avec la signalisation routière : l'œil voit moins bien les panneaux réfléchissants.

◆ Atteintes à la santé humaine et au confort

En ville, l'éclairage éblouissant dérange fortement les malvoyants et les personnes âgées, notamment les spots encastrés dans le sol. Le sur-éclairage produit des zones d'ombres "noires" trop contrastées pour l'œil.

La lumière intrusive qui pénètre dans les habitations détériore la qualité du sommeil, diminue la production de mélatonine (une hormone produite par le corps humain uniquement dans le noir) et affaiblit nos défenses immunitaires. Toute cette lumière empêche d'ouvrir les volets l'été pour un rafraîchissement naturel et confortable des dormeurs. De nombreux foyers, barricadés derrière leurs volets roulants, installent la climatisation.

Enfin, le dôme de pollution lumineuse au-dessus des villes coupe les humains du spectacle des étoiles et de la voûte céleste et interdit l'astronomie amateur.

Des solutions simples existent

Que faire pour limiter la pollution lumineuse ? Eteindre un lampadaire sur deux ? Diminuer l'intensité lumineuse en cours de nuit ? Faire de la "gestion de flux" ?

Les solutions les plus simples sont : éclairage bien dirigé, puissance des ampoules et durées d'éclairage limitées, zones d'éclairage limitées. Autant favoriser la simplicité, sans électronique et technologies complexes. Avant tout équipement ou renouvellement d'installation, il faut surtout réfléchir en reprenant le problème à la base : pourquoi éclairer ? quand éclairer ? comment éclairer ?

Les communes ne devraient pas laisser les vendeurs-éclairagistes continuer à planter une forêt de lampadaires : on peut limiter le nombre, la hauteur et la puissance des points lumineux, lampadaires ou bornes lumineuses. Aucune norme n'est à respecter en France, les éclairagistes présentant la norme européenne EN 13201 comme obligatoire trompent les élus. Cette norme est de type "commercial", elle a été mise au point par l'association française de l'éclairage (AFE) qui regroupe les industriels de l'éclairage et EDF. Bien sûr, les seuils d'éclairage définis sont trop forts. Mais certains petits villages gaulois font de la résistance et n'ont pas d'éclairage public, par exemple Yquebeuf près de Rouen. Et cela en toute légalité.

Un vrai remède : l'extinction en milieu de nuit

Les éclairagistes et EDF n'aiment pas du tout cette solution. Pourtant, couper l'éclairage en milieu de nuit permet d'économiser l'électricité, le matériel et la maintenance.

En éteignant l'éclairage public entre 23 h et 5 h, le nombre d'heures d'éclairage passe de 4000 à 2000 h par an. Les communes qui ont mis en pratique ce principe divisent ainsi par deux leur consommation électrique en éclairage public. Or ce poste de dépense représente en moyenne la moitié de l'électricité consommée par la ville (le reste étant le chauffage et l'éclairage à l'intérieur des bâtiments communaux, écoles, mairies, salles de sport, etc.). Elles économisent également sur le matériel (les lampes durent deux fois plus longtemps) et la maintenance (le changement des lampes peut coûter très cher quand les lampadaires sont très hauts et nécessitent une intervention en nacelle pour changer les ampoules).

Beaucoup de communes rurales en Bretagne et dans les Pays de Loire éteignent en milieu de nuit, mais c'est l'exception dans le Sud-Est de la France. A votre avis pourquoi ? Dans ces régions, EDF a incité les communes à laisser leur éclairage allumé toute la nuit car... les centrales nucléaires ne s'arrêtent pas. Les communes de l'Ouest ont été moins sollicitées car ces régions sont plutôt déficitaires en production électrique. Le conditionnement est tel que, dans l'Est, de nombreux maires ne savent pas qu'ils ont le droit d'éteindre ! De plus les éclairagistes et certains syndicats d'électrification leur déconseillent d'éteindre et font courir des rumeurs sur leur responsabilité qui serait engagée en cas d'accident. Le service juridique de la fédération nationale des syndicats d'électrification a été obligé de reconnaître que *"cette responsabilité d'éclairer n'est pas une obligation : il appartient au maire de décider quel espace doit recevoir un éclairage ou non. L'arrêt de l'éclairage public la nuit ne constituant pas un risque avéré pour les communes, il est tout à fait envisageable de couper l'éclairage public."*

L'éclairage public n'est pas seul en cause, il y a aussi l'éclairage commercial et celui des zones industrielles. Là aussi les élus peuvent agir : un arrêté municipal peut limiter les horaires autorisés pour les éclairages privés commerciaux et industriels.

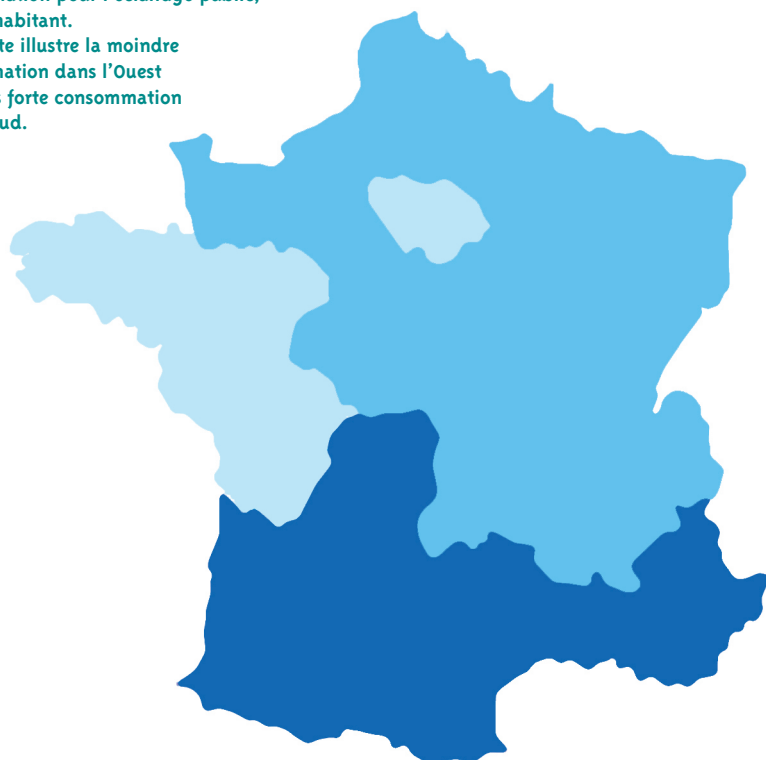
Véronique Clérin

éco-conseillère en éclairage communal doux.
veronique.clerin@laposte.net

Un exemple: 10 000 € d'économies par an

A Bouray-sur-Juine (Essonne, 1900 habitants), la dépense électrique était de 40 000 € par an, dont 20 000 € pour l'éclairage public. Grâce à l'extinction nocturne des lampadaires à minuit : 10 000 € d'économie sur la facture énergétique.

Consommation pour l'éclairage public, en kWh/habitant. Cette carte illustre la moindre consommation dans l'Ouest et la plus forte consommation dans le Sud.



■ < 90 ■ 90 à 110 ■ > 110

◆ **Plus d'informations :**
livret "Trop d'éclairage nuit" édité par la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature) à télécharger sur le site www.frapna.org

◆ **Pour participer à l'amélioration de l'environnement nocturne :**
www.jourdelanuit.fr

Les mines d'uranium en Limousin sont toujours en activité !

En France, toutes les mines d'uranium sont aujourd'hui "fermées". Pourtant, même si elles ne sont plus exploitées, elles continuent d'irradier de manière durable.

La production industrielle d'uranium a eu lieu en France entre 1946 et 2001 sur 210 sites miniers. Près de la moitié de cette production provenait du Limousin. Ces sites ont été exploités par le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) puis la COGEMA (Compagnie Générale des Matières Nucléaires, et enfin aujourd'hui AREVA NC).

De l'extraction à l'abandon des sites

L'extraction du minerai d'uranium, provenant de mines à ciel ouvert ou de galeries souterraines, donnait lieu à un tri relativement grossier. On mesurait la radioactivité de la roche extraite pour détecter la teneur en uranium. Après cette opération, certains chargements partaient en usine afin d'en extraire l'uranium. D'autres ne contenaient pas assez d'uranium pour être jugés assez rentables. Ils étaient mis en tas à côté du lieu d'extraction, lieu nommé "verse à stériles miniers". Du fait de la méthode de tri, certains stériles renfermaient des roches contenant de l'uranium qui émettent toujours une radioactivité non négligeable.

Cette exploitation des mines d'uranium a aujourd'hui plusieurs conséquences : une émanation de poussières radioactives ; un dégagement de gaz radon (seconde cause du cancer du poumon après le tabac selon l'Agence Internationale de Recherche sur le Cancer) ; plus globalement, un accroissement de la radioactivité en surface (radioéléments présents dans les verses à stériles) et une potentielle

contamination des eaux de ruissellement et des sédiments.

Certes, la radioactivité est un phénomène naturel que l'on côtoie tous les jours à de faibles doses, avec des émissions un peu plus fortes sur les terrains granitiques (Limousin, Bretagne...). Cependant, on considère qu'une couche d'un mètre de terre diminue de moitié l'exposition aux radiations. Ainsi, nous sommes partiellement protégés des éléments radiotoxiques lorsqu'ils restent sous terre. L'activité minière va remettre en question cet équilibre, notamment par l'existence des verses à stériles qui stockent en surface d'énormes quantités de roches qui contiennent de l'uranium.

En France, 52 millions de tonnes de minerai ont été extraites pour une production de 76 000 tonnes d'uranium (près de la moitié provenant de la seule Haute-Vienne). Cela a engendré l'extraction de 200 millions de tonnes de stériles miniers. Ils contiennent des éléments radioactifs de la famille de l'uranium, dont certains sont très radiotoxiques et émettent des rayonnements radioactifs pendant des milliards d'années. Autant dire qu'il s'agit de déchets durables.



La Ribière, mine qui rassemblait le minerai d'autres sites creusois pour lixiviation. Aucun panneau ne mentionne la radioactivité du site.

Le Plateau de Millevaches "riche" en sites miniers

Entre la fin des années 50 et la fin des années 80, le Plateau de Millevaches a connu quelques mines de taille relativement modeste, qui ont produit 692 tonnes d'uranium. Hyverneresse et Le Boucheron étaient les sites les plus importants. Des sites plus petits ont été également exploités et d'autres ont fait l'objet de permis de recherche, d'exploitation ou de concession ².

A la fin du mois de septembre 2009, des habitants du plateau se sont rendus sur le site d'Hyverneresse, en grande partie libre d'accès et ne faisant aucunement mention d'une ancienne activité minière. Avec l'aide de l'association Oui à l'avenir, ils ont pu constater que l'on pouvait recevoir des doses radioactives allant jusqu'à quinze fois (3,20 Micro Sieverts/h) le niveau de radioactivité ambiante habituelle (0,20 Micro Sieverts/h), notamment à l'exutoire du site (l'exutoire étant un point où se concentrent les eaux de la mine). Celui-ci se jette dans le ruisseau de la Brousse qui, lui-même, rejoint la Creuse.

De nombreuses associations telles que Sources et Rivières du Limousin, Oui à l'avenir, le collectif Sous Nos pieds, Guéret environnement ou Sortir du Nucléaire 87 militent pour la réhabilitation des sites miniers dans la transparence et la concertation.



Sortie de la mine souterraine d'Hyverneresse, dont les eaux se déversent directement dans la Creuse.

Actualité juridique : un plan d'action pour les anciennes mines d'uranium

Aujourd'hui, l'Etat semble enfin prendre la mesure du problème des anciennes mines d'uranium. En juillet 2009, une circulaire ³ du ministère de l'Ecologie et de l'Autorité de Sûreté Nucléaire a été adressée aux préfets des zones concernées par les anciens sites miniers.

Un plan d'action a été imposé à AREVA NC par les services de l'Etat. Il invite l'entreprise "à largement associer les CLIS (commissions locales d'information et de surveillance) et d'une manière plus générale les populations et les élus locaux".

Les quatre mesures suivantes sont avancées :

1. "Contrôler les anciens sites miniers" ⁴. Il est notamment précisé qu'"une attention particulière devra être portée (...) aux sites sur lesquels des déchets (autres que miniers) ont pu être entreposés par le passé". On pense alors aux scandales révélés autour des anciens sites des monts d'Ambazac en Haute-Vienne (contamination du lac de Saint Pardoux, boues et fûts radioactifs disséminés...);

2. "Améliorer la connaissance de l'impact environnemental et sanitaire des anciennes mines d'uranium et la surveillance". L'Etat demande à l'exploitant d'effectuer lui-même les mesures radiologiques et l'état des lieux. On peut s'interroger sur la valeur de cet auto-contrôle...

3. "Gérer les stériles : mieux connaître leurs utilisations et réduire les impacts si nécessaire" avec l'instauration de "servitudes sur les terrains où se situent des dépôts significatifs". Le recensement devra être réalisé dans un délai de deux ans mais là encore sous la responsabilité d'AREVA NC. Le ministre souligne également qu'"il ne faut pas remettre en cause les utilisations passées" de ces stériles. Est-ce à dire que personne n'est responsable de leur dissémination et des éventuels dommages qu'ils causent ?

4. Renforcer l'information et la concertation.

Cette circulaire, dans ces grandes lignes, semblerait aller dans le bon sens, notamment parce qu'elle interdit "tout nouveau projet de valorisation de stériles issus d'anciennes mines d'uranium". Mais que vaut-elle face à l'arrêté du 5 mai 2009, qui permet l'ajout de substances radioactives aux biens de consommation et aux produits de construction (en dérogation à une mesure du code de la santé public qui l'interdisait depuis 2002) ?

1 : Plusieurs exemples sont présentés sur le site internet du laboratoire indépendant de la Criirad : www.criirad.org

2 : Une carte et un tableau détaillé des concessions sont consultables sur le site internet d'IPNS : www.journal-ipns.org

3 : Consultable sur le site internet du GEP Limousin (Groupe d'Expertise Pluraliste) www.gep-nucleaire.org/gep

4 : Ne seront cependant pris en compte que les sites inventoriés dans la base de données MIMAUSA.

Sources :
ASN, AREVA NC,
CRIIRAD, GEP Limousin,
IRSN, Journal Officiel.



Cet étang de pêche d'apparence inoffensive est l'ancienne mine à ciel ouvert du Montgaud. Devenue propriété privée, il n'y a ni clôture ni pancarte pour signaler la radioactivité. Les vaches y boivent en liberté.

Des remblais radioactifs

Or il était d'usage que des riverains, des collectivités ou des entreprises récupèrent les roches des stériles pour remblayer des terre-pleins, des chemins, des soubassements de bâtiments ou des aménagements routiers. Pendant plusieurs décennies, ces éléments ont été disséminés un peu partout en France (pour la plupart on ne sait pas où) par le biais du remblayage. Cette pratique expose la population à des doses radioactives parfois supérieures aux limites sanitaires en vigueur. Cet état de fait ayant pu être révélé, à la suite de luttes menées par plusieurs associations, AREVA NC s'est vu imposer la décontamination de plusieurs sites, tels que des scieries, parking de restaurant, cours de ferme...¹

Par son exploitation irresponsable du sous-sol uranifère, l'Etat a donc permis la création de la puissance phénoménale qu'est l'énergie nucléaire. Face à une économie du court terme, cette puissance le dépasse. Elle impose à l'humanité et son environnement un temps qui n'est pas à sa mesure : plusieurs milliards d'années. Que signifie de créer une chose qui n'est pas à notre mesure, en terme de temps comme de puissance ?

La dernière mine d'uranium française, Jouac en Haute-Vienne, a été "fermée" en 2001. Force est de constater que ces mines ne se ferment pas par décret. Elles sont toujours en activité. Radioactives !

Association Oui à l'Avenir – Creuse

oui.a.l.avenir@wanadoo.fr
Tél. 05 55 66 50 24

Le Puits canadien : une alternative à la clim' ?

Comment réduire les consommations de chauffage d'une habitation sans en diminuer le confort ? Comment retrouver un air sain et tempéré en hiver comme en été sans utiliser la clim' ? Grâce au puits canadien pardi ! La technique, toute simple, était déjà utilisée par les Romains qui prévoyaient des réseaux de circulation d'air sous les villas.

Le puits canadien consiste à faire passer, avant qu'il ne pénètre dans la maison, une partie de l'air neuf de renouvellement par des tuyaux enterrés dans le sol, à une profondeur de l'ordre de 1 à 2 mètres. En hiver, le sol à cette profondeur est plus chaud que la température extérieure : l'air froid est donc préchauffé lors de son passage dans les tuyaux. En été, le sol est à l'inverse plus froid que la température extérieure : ce puits va donc utiliser la fraîcheur relative du sol pour tempérer l'air entrant dans le logement.

Une fois que l'on a compris le principe, on se demande vraiment pourquoi le puits canadien n'est pas systématiquement proposé dans la construction des maisons neuves.

Heureusement, cette technique fait son retour en force dans l'hexagone !

Ce petit guide très clair aborde les éléments techniques indispensables, tels que dimensionnement, choix des matériaux, couplage avec la VMC (ventilation mécanique contrôlée) et donne quelques éléments financiers afin d'envisager la réalisation d'un puits canadien chez soi.

Avec l'augmentation significative des pompes à chaleur réversibles et des climatisations depuis la canicule de 2003, il est indispensable de mettre en avant cette alternative économique et écologique.

Le Puits canadien. Bruno Herzog. Editions Eyrolles, mars 2010, 111 pages. A commander au prix de 12,50 € port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>



Le Devenir nucléaire au Moyen-Orient. Quel arbitrage ?

L'ouvrage collectif *Le Devenir nucléaire au Moyen-Orient. Quel arbitrage ?* rassemble cinq contributions, qui présentent un intérêt inégal. Le constat des différentes responsabilités des acteurs de la course au nucléaire dans la région est bien établi : Israël déclarant ne pas vouloir être le premier État à introduire l'arme nucléaire alors que tout le monde s'accorde à affirmer qu'il dispose de 200 à 300 bombes nucléaires ; les États-Unis et leur politique de "deux poids, deux mesures" initiée dès les années 1950 avec le programme "Atoms for peace" ; sans oublier les velléités iraniennes de se doter de l'arme nucléaire en s'appuyant au maximum sur les ambiguïtés du Traité de Non-Prolifération...

Toutefois, le lecteur reste sur sa faim quant aux réponses apportées à la question posée en titre : "Quel arbitrage ?". Pour Djamshid Assadi, seul le dialogue avec l'Iran permettra de sortir de la crise. La proposition de faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée est certes abordée dans la contribution de Bernard Ravenel — qui donne par ailleurs une fort intéressante analyse de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient — mais trop rapidement quant aux conditions de sa mise en œuvre.

En fait, le cœur de l'ouvrage semble être la contribution de David Rigoulet-Roze qui s'attache à montrer toute l'ambivalence des pays arabes sur la question du nucléaire, de l'Arabie saoudite à l'Algérie en passant par l'Égypte et la Turquie. Une contribution riche en information mais dont la conclusion — minimisant l'importance d'Israël et de son arsenal nucléaire — prête à controverse. Mais, avantage d'un ouvrage à voix multiples, la contribution de Mohamed Abdel Azim est centrée justement sur les armes atomiques d'Israël comme sources d'instabilité régionale, sans pour autant être facteur d'une plus grande sécurité pour les Israéliens eux-mêmes. Bref, un titre accrocheur, pour un contenu plus mitigé.

Patrice Bouveret

patricebouveret@obsarm.org

Le Devenir nucléaire au Moyen-Orient. Quel arbitrage ? Collectif. Collection Eurorient, L'Harmattan, 2009, disponible en librairie.



Posons-nous la "question centrale" !



Le réseau associatif des "Femmes en Europe pour un avenir commun" (WECF) a fait des problématiques de l'énergie et du climat une de ses priorités.

WECF vient ainsi de publier "*La Question centrale*", une brochure destinée au grand public. Elle permet une approche facile des principaux enjeux et problèmes de l'énergie nucléaire, et un aperçu des solutions alternatives. En 44 pages tout juste, de courts reportages explicatifs et les témoignages de neuf acteurs de terrain mettent en lumière différents aspects de cette fameuse "question centrale".

On se familiarise ainsi avec l'extraction et l'enrichissement de l'uranium, la fabrication des armes atomiques, les conditions de travail dans les centrales nucléaires, les risques d'accidents majeurs, les retombées des essais nucléaires, les graves pollutions occasionnées par le "retraitement" des combustibles usés, les illusions de la "gestion" des déchets radioactifs et de la soi-disant "renaissance" du nucléaire...

Le potentiel et l'intérêt majeur des énergies renouvelables sont bien mis en lumière, et l'on touche du doigt le pouvoir des citoyens dans l'évolution des politiques énergétiques au travers de l'exemplaire

centrale électrique citoyenne de Schoenau en Allemagne, dont la directrice témoigne. On regrettera toutefois que la brochure ne mette pas l'accent sur le potentiel et l'importance de la sobriété énergétique et des politiques de maîtrise de la demande d'électricité.

D'un coût modique et d'une lecture très facile et rapide, "*La Question centrale*" est idéale pour sensibiliser vos proches aux enjeux et dangers du nucléaire.

Xavier Rabilloud

La Question centrale - Energie nucléaire : témoignages d'expériences vécues en première ligne.

Collectif, Ed. WECF, mai 2010, 44 pages.
A commander au prix de 8,50 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Poêles à accumulation, le meilleur du chauffage au bois

Un très beau guide qui fera rêver les amoureux du chauffage au bois



Le poêle à accumulation, largement utilisé dans les pays tels que Canada, Finlande, Danemark, commence à se développer en France. Le principe est de faire une bonne flambée et de stocker la chaleur produite dans les matériaux réfractaires qui entourent le poêle (brique, pierre, béton réfractaire...). Au lieu d'être évacuées directement, les fumées circulent dans les conduits de l'accumulateur. On évite ainsi qu'une bonne quantité des calories parte... en fumée. Cette chaleur est ensuite restituée doucement et longuement par effet de rayonnement.

Généralement, le rendement de ces appareils est excellent. En fonctionnant à plein régime une fois par jour ou moins, la température élevée du foyer évite la production de goudrons, cendres et augmente le taux de combustion des gaz.

Outre son efficacité énergétique indiscutable, un poêle à accumulation est d'une esthétique incroyable !

Élément de décoration, parfois tout en courbes, souvent agrémenté d'un banc, il est l'âme de la maison. Mais ses qualités ne s'arrêtent pas là et certains sont équipés d'une plaque de cuisson et d'un four à pain.

Certes l'installation est très coûteuse (compter le prix d'une installation de chauffage central), mais elle offre une rare qualité de confort et l'investissement est, selon les cas, bien vite rentabilisé.

Poêles à accumulation, le meilleur du chauffage au bois. Vital Bies et Marie Milesi. Editions Terre vivante, avril 2010, 240 pages. A commander au prix de 30,50 € port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Sansévérino

85 artistes soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire". Cette rubrique vous présente, à chaque revue, l'un de ces artistes engagés.

Aujourd'hui : Sansévérino, chanteur-guitariste de talent. Passionné de jazz manouche, il est connu pour ses chansons entraînantes et pleines d'humour décalé, sur des sujets aussi variés que les embouteillages, la cigarette, la guerre mais aussi la sortie du nucléaire.

Croisé le 26 juin 2010 parmi le public du Festival Décibulles, en Alsace, Stéphane Sansévérino a accepté de répondre à nos questions...

Tu soutiens le Réseau "Sortir du nucléaire" depuis 2007, où tu étais monté sur scène lors des rassemblements contre le réacteur EPR. Depuis tu accueilles régulièrement des stands d'information antinucléaire sur tes concerts. Qu'est-ce qui motive ton implication ?

Il s'agit pour moi de soutenir – de manière épisodique pour certains – les mouvements que je trouve sympathiques et utiles. Si j'étais professeur de guitare dans un conservatoire, je pense que j'en profiterais pour être militant actif proche des activistes. Mais ce n'est pas le cas alors je soutiens à ma manière, en tant qu'artiste.

Avant même de soutenir le Réseau, tu avais écrit "le swing du président", une chanson qui réclame la sortie du nucléaire...

Je ne pouvais pas ne pas le faire... même si j'ai toujours l'impression que ce n'est pas avec un disque que l'on va changer la face du monde. On ne parle pas aux politiciens avec un morceau. Même pas avec une grève ! Comment leur parler d'ailleurs ? En votant blanc ? En s'abstenant ? Ils ne nous entendent pas quoi que l'on fasse et dise.

Ce titre, je l'ai écrit également en soutien à ceux qui donnent de leur vie privée aux luttes. Et puis il nous faut tout de même continuer à taper dans tous les coins, motiver les jeunes, assurer la relève ! Soutenir, relayer, mobiliser pour éviter un essoufflement des luttes.

Et puis je me demande aussi comment je n'ai pas eu l'idée de créer une association comme le Réseau "Sortir du nucléaire" (Rires !).

Ton militantisme transparait également par ta verve et ta manière humoristique de t'exprimer lors de tes concerts.

En effet je ne me gêne pas. En France nous avons encore le droit d'ouvrir notre gueule sans voir des flics monter sur scène. On ne nous empêche pas de nous battre, on nous met seulement des bâtons dans les roues.

Je m'en prends régulièrement aux curetons, au nucléaire ou autre selon où je suis. Une mairie, une préfecture restent pour moi des lieux du pouvoir donc d'abus de pouvoir.

Mais je ne tartine pas, je ne prétends pas à une culture politique. J'utilise surtout la forme, le rentre-dedans, la blague pour m'exprimer. Il faut que ce soit court, ne pas être casse-couilles comme les politiciens !

As-tu l'impression que les luttes avancent, que les choses bougent ?

Ça dépend. Pour les retraites par exemple c'est la régression. Quand il y a des changements, ce sont souvent ceux portés par les bobos-bio-tri-vélo. Faire du vélo en ville maintenant c'est normal, bien vu. Alors qu'avant on faisait vieux baba-cool !

D'un autre côté tout ce bio n'est accessible qu'aux riches, les pauvres ne peuvent se payer que du Mc Do ou autre grande surface. C'est néanmoins bien que cela existe, ça permet toujours de faire avancer les mentalités. Tout comme les AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), dont je suis membre à Montreuil.

Si je te demande ce soir, sur scène, d'exprimer un mot de soutien pour la fermeture de la centrale de Fessenheim, que me réponds-tu ?

Avec plaisir, note-moi sur un papier quelques informations et j'en parlerai.

Un dernier mot pour les militants anti-nucléaires ?

Courage, nous sommes avec vous ! Continuons à parler et à dénoncer. Sortir du nucléaire... c'est clair !

Lors de son concert ce soir-là, Sansévérino s'en est pris au nucléaire par deux fois et a joué une reprise de "Cayenne" des plus Rock'n Roll ! Un grand merci pour son soutien, accueil et engagement.

Propos recueillis par Jocelyn Peyret

www.sanseverino.fr
Albums disponibles chez
tous les disquaires



Découvrez les 85 artistes qui soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire".
<http://groupes.sortirdunucleaire.org/soutiens-d-artistes>

Maison Bure Zone Libre : la salle d'activités prend de la hauteur

L'association Bure Zone Libre a le grand plaisir de vous annoncer la sortie de terre de la salle multi-activités de la Maison de la Résistance à la poubelle nucléaire de Bure.

Cette salle va devenir un outil fondamental de la lutte pour les collectifs anti-enfouissement de la région : elle permettra d'accueillir des expositions permanentes et temporaires, de recevoir et d'informer le public, bref de contrer la propagande effrénée du pseudo-labo de recherches pour l'enfouissement situé à 2 km de la Maison.

Ce projet date déjà de fin 2007 : nous avons fait un appel à dons afin d'obtenir le budget nécessaire (50 000 euros). Malgré l'implication et le travail acharné de nombreux bénévoles, le chantier avait pris beaucoup de retard, pour des raisons financières et techniques essentiellement. Nous sommes donc fiers de vous rendre compte du bon avancement des travaux.

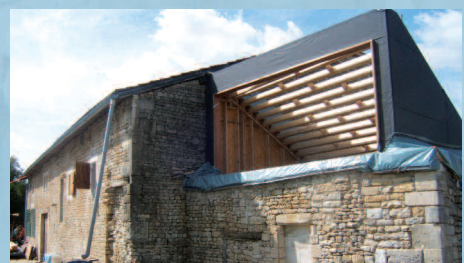
◆ De nouvelles fondations ont été créées et de nombreuses autres reprises en maçonnerie ont été réalisées

◆ La dalle sur deux niveaux a été coulée ainsi que la chape des sanitaires collectifs

◆ Le plus gros chantier, l'ossature bois, vient de s'achever grâce à la mobilisation de nombreux bénévoles durant cet été 2010 et va permettre la mise en place de la couverture pour fin novembre 2010. Nous pourrions donc y fêter avec vous les sept ans de la création de l'association.

Un énorme travail a été fourni par les équipes de permanents qui se sont succédées à la Maison. Pour suivre l'évolution des travaux et en savoir plus sur la vie à la Maison, connectez-vous sur burezoneblog.overblog.com

Nous espérons que cela vous donne envie de nous rejoindre dans la lutte !



Postulez comme permanent-e-s bénévoles à la maison de Bure !

Le Réseau "Sortir du Nucléaire" et l'association BZL (Bure Zone Libre) recherchent plusieurs militants bénévoles pour assurer – pendant plusieurs mois – la permanence à la Maison de la résistance au nucléaire de Bure, en Lorraine. Une expérience unique !

Au programme :

- ◆ animation au quotidien de la maison,
- ◆ suivi et encadrement des différents chantiers de rénovation, dont celui de la salle multi-activités où quelques artisans interviennent en complément des bénévoles. Les chantiers auront lieu principalement en automne et au début du printemps, même si quelques chantiers spécifiques peuvent se faire en hiver.

Qualités requises :

- ◆ sens aigu de la vie en collectivité,
- ◆ compétences de bricoleur averti,
- ◆ capacité d'encadrement d'équipes de bénévoles qui seront de passage dans la maison...

Bref, si vous êtes disponible, dynamique et autonome, avec une sacrée dose de militantisme chevillée au corps (la perle rare, quoi !) pour apprécier l'activité d'une grande maison au sein d'un village perdu au milieu de nulle part (dans une région dévolue au nucléaire). Si vous ne savez pas quoi faire pour pimenter vos prochains mois et que la lutte antinucléaire vous tient à cœur... n'hésitez pas une seconde !

Rejoignez la militance active en adressant une lettre de motivation pour vous porter candidat-e-s (vous pouvez aussi postuler en couple). Plus de détails sur : <http://burezoneblog.over-blog.com>

CONTACT : MAISON de BURE

2 rue de l'Eglise - 55290 BURE (03.29.45.41.77)

courriel : leherissonvengeur@gmail.com

Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n°47 - Automne 2010.

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Nadège Morel et Antoine Limouzin.

Corrections : Myriam Battarel et Aude Vidal.

Maquette : Wladimir Quénu.



CPPAP : 06 013 G 83296 – ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop :

<http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 feuillet d'autorisation de prélèvement automatique, 1 catalogue.